

Non aux Pershing! A bas la force de frappe

Moscou visée Défense l'URSS!



Rosenthal Sipa

Les reaganiens, à force de parler sans arrêt de "guerre nucléaire prolongée", de "guerre nucléaire limitée", de guerre nucléaire en tous genres contre l'"empire du mal" (lire: Union soviétique) inquiètent beaucoup de monde, en particulier les alliés de Washington en Europe de l'Ouest. Plus de 70% de tous les Allemands de l'Ouest s'opposent maintenant au déploiement des missiles Pershing-2, prévu pour décembre, parce qu'ils savent que ces armes, qui ne seront qu'à six à huit minutes de vol de leurs cibles en URSS, pourraient bien déclencher un holocauste dont l'Europe centrale serait le principal champ de bataille (en allemand: champ de massacre). Et donc les USA et leurs alliés de l'OTAN craignent un "automne chaud" de protestations de masse contre les euromissiles, dont le déploiement amènerait effectivement le monde beaucoup plus près d'un holocauste nucléaire. C'est pourquoi le "socialiste" de guerre froide Mitterrand vient une nouvelle fois au secours des missiles de l'OTAN. "(...) le pacifisme, il est à l'Ouest, et les euromissiles, ils sont à l'Est" (*Libération*, 14 octobre), vient-il de déclarer en Belgique, réitérant le "coup du Bundestag ouest-allemand" de janvier dernier contre les "neutralistes" et "pacifistes" et martelant une nouvelle fois le

grand mensonge d'une soi-disant supériorité militaire soviétique. En dépit de ses divergences tactiques sur comment combattre le communisme et de sa concurrence économique avec les USA, l'impérialisme français tient sa place dans les préparatifs de guerre contre l'URSS; cet impérialisme rapace veut sa part du butin dans une reconquête du bloc soviétique au capitalisme. A bas l'OTAN! A bas la force de frappe française! Défense militaire de l'URSS!

La provocation du vol 007 des Korean Air Lines tombe à point pour attiser l'hystérie antisoviétique et faire passer, tant en Europe occidentale qu'aux USA, les plans de guerre du Pentagone. Aux USA, preuve supplémentaire que, contrairement à ce que prétendent certains "pacifistes", les deux partis jumeaux capitalistes adhèrent à la course à la guerre antisoviétique, le Congrès, avec le soutien des Démocrates et des Républicains, a voté sans coup férir le budget militaire de Reagan, y compris le missile MX, le bombardier B1 et les gaz neurotoxiques. Le MX, que Reagan appelle le "pacificateur" -- une formule qu'on croirait sortie tout droit du 1984 de Orwell --, est la principale arme de première frappe du Pentagone. Ce fait a été reconnu ouver-

tement, à l'époque où il était président, par le Démocrate Jimmy Carter, qui était en faveur du développement de ce missile: "Avec le MX déployé en nombre substantiel, en plus des Minuteman, les USA auraient acquis la capacité de détruire la plupart de la force des ICBM soviétiques en silos au cours d'une première frappe" (cité dans *First Strike*: [Première frappe!], Robert C. Aldridge). Certains libéraux, comme l'ex-rédacteur en chef du *New York Times* John Oakes, déplorent le fait que "l'administration utilise l'incident [du KAL 007] pour renforcer son argumentation en faveur du missile MX et d'autres armes nucléaires qui sont déstabilisantes et qui sont des instruments plus de première frappe que de dissuasion" (*New York Times*, 29 septembre). Mais c'était là en fait un des objectifs centraux de cette provocation contre l'Union soviétique.

Mais, à la fin, la provocation du vol KAL 007 n'a pas marché exactement suivant les plans des reaganiens. Au fur et à mesure que des faits nouveaux sont révélés sur le vol tragique, de moins en moins de gens croient qu'il ne s'agissait que d'un innocent vol commercial qui se serait simplement égaré de 300 miles de sa route, par hasard, au-dessus de plusieurs des zones

militaires les plus sensibles de l'URSS. Par exemple, la presse soviétique rapporte que *Richard Nixon* a annulé à la dernière minute sa réservation sur le vol fatal, "parce que la CIA n'osa pas envoyer un ancien président à la mort" et "l'alerta" (*Philadelphia Inquirer*, 25 septembre). Le magazine ouest-allemand *Quick* précise dans son numéro du 8 septembre que Nixon avait une réservation sur le vol KAL 007, place B-2, dans la rangée voisine de celle du représentant américain ultra-conservateur Larry McDonald, qui se rendait à une célébration anticommuniste à Séoul. Et le *San Francisco Examiner and Chronicle*, dans son numéro du 2 octobre remarque que maintenant les responsables américains claironnent que "l'analyse de l'incident du vol KAL 007 donne aux services de renseignement américains ce qui a été caractérisé comme 'un filon' de nouvelles informations sur les trous dans la couverture radar, les capacités de communications et les chaînes de commandement soviétiques".

Le furieux bellicisme antisoviétique des reaganiens a, dans les dernières semaines, jusqu'à un certain point fait boomerang. Trois semaines après la provocation du vol KAL 007 et aussi après avoir vu les navires de

Suite page 8

De de Gaulle à Mitterrand...

**Un front populaire
pas très populaire... 6**

**KAL 007: Provocation US
de guerre froide!... 3**

Vol 007: les mandéliens vers le « troisième camp »

Ernest Mandel, vous savez l'"économiste marxiste" qui a découvert le "néo-capitalisme" là où Lénine et Trotsky parlaient d'agonie du capitalisme; les pseudo-trotskyistes du Secrétariat unifié (SU) qui se sont emparés de chaque lubie et mode petites-bourgeoises -- le pouvoir étudiant, la voie de la guérilla, les généraux "révolutionnaires" portugais, etc., tout sauf le prolétariat dirigé par un parti communiste d'avant-garde. "Un centriste pour toute saison", l'appelions-nous. Mais en soutenant avec ferveur Solidarnosc -- le "syndicat libre" préféré de Reagan, du pape et des banquiers occidentaux -- Mandel, ainsi que Krivine et ses autres partisans, se sont placés sur l'orbite des sociaux-démocrates pro-OTAN comme Mitterrand. Et la dégringolade des mandéliens dans l'antisoviétisme de "troisième camp" a été clairement révélée par le vol 007 de la Korean Air Lines, avec l'article publié par *Rouge* (n° 1078, 9-15 septembre) sur cette provocation de guerre froide, et dont des extraits ont été repris par *International Viewpoint* (19 septembre), l'organe fractionnel de Mandel en langue anglaise.

Selon les mandéliens du SU et de la LCR, abatte cet avion qui avait pénétré dans l'espace aérien soviétique pendant plus de deux heures et demie, survolant quelques-unes des installations militaires soviétiques les plus sensibles et refusant d'obéir aux instructions des intercepteurs, était "une action

injustifiable" avec "des conséquences terribles et révoltantes". Cela n'a pas seulement fourni "un excellent prétexte pour lancer une vague d'anti-communisme", cela "donna même aide et aisance aux impérialistes". Emporté par son propre délire, l'écrivain, le dénommé Christian Picquet, déclare: "La destruction du boeing sud-coréen constitue un coup de poignard dans le dos de tous ceux qui se battent contre le surarmement impérialiste".

Ca, c'est particulièrement dégueulasse. Le "coup porté dans le dos" -- Hitler appelait ça le *Dolchstoß*, en accusant les sociaux-démocrates de trahir l'effort de guerre allemand dans la Première Guerre mondiale. Maintenant, les Soviétiques sont accusés de saboter l'"effort de paix", alors que la troisième guerre mondiale menace. Oh! bien sûr, les mandéliens parlent de la "tragédie de la mer du Japon", mais la résolution du Conseil de sécurité des Nations-Unies que les USA ont parrainée contre les Soviétiques le fait également. (S'ils étaient conséquents, les mandéliens voteraient pour cette résolution, comme l'a fait Mitterrand.) Et à propos de la froide provocation qui a d'abord consisté à envoyer le vol 007 de la KAL au-dessus de la péninsule de Kamtchatka et de l'île de Sakhaline, qu'est-ce qu'ils ont à dire? L'article de *Rouge* n'a pas le moindre mot de critique là-dessus.

Maintenant Reagan utilise l'atrocité du 007 pour pousser en avant ses armes de première frappe, les missiles

MX, Pershing et missiles de croisière. Tout est la faute de ces traîtres de Russes, dit *Rouge*. "Les gouvernements occidentaux vont tirer parti de cette action brutale pour justifier leurs orientations agressives." De plus, "la réponse soviétique à la perspective de l'installation des Pershing était de menacer de déployer des missiles de moyenne portée sur les frontières de l'Europe occidentale. Et ils ont soutenu le mouvement antiguerre qui s'est développé de ce côté du rideau de fer seulement du fait qu'il convenait à leurs objectifs immédiats". La seule chose qui manque, c'est la référence aux appétits de "domination mondiale" (et bien sûr de l'accès aux "mers chaudes") par l'"empire du mal". Et pourquoi pas la "pluie jaune"?

L'article est tout imprégné d'une grande impartialité, n'est-ce pas. Avec des formules comme "la course à l'abîme", "les services de propagande des deux blocs" et autres choses de la même eau. Voyez-vous, "les peuples eux-mêmes" doivent "imposer le désarmement universel" en "constituant un mouvement de masse indépendant à la fois à l'Est et à l'Ouest". Il est notable que toutes ces phrases creuses de "troisième camp" se résument au soutien "critique" à son propre impérialisme. En 1940, Max Shachtman rompait avec le mouvement trotskyste, en refusant de soutenir les Soviétiques contre la "pauvre petite Finlande". En 1950, Shachtman refusait de défendre la Corée du Nord et la

Révolution chinoise contre l'agression militaire de l'impérialisme US, et dix ans plus tard il finissait en soutenant l'invasion par la CIA de la baie des Cochons à Cuba. Maintenant, Mandel Krivine et Cie mêlent leur voix au chœur impérialiste contre la "brutalité" soviétique dans le ciel de la mer du Japon.

La descente des mandéliens dans l'enfer de l'antisoviétisme le plus grossier ne tombe pas du ciel. Les "euro-trotskyistes" sont à la traîne du mouvement euro-pacifiste dirigé par la "gauche" social-démocrate. Et si les Soviétiques mettent le "mouvement pour la paix" impérialiste dans une situation inconfortable, alors ils ne peuvent qu'avoir tort. Déjà la LCR et le SU s'étaient opposés en 1981 à l'intervention soviétique en Afghanistan où l'Armée rouge combat les contre-révolutionnaires aidés par la CIA. L'action soviétique "sert de prétexte à l'impérialisme pour justifier sa politique de réarmement", déclarait le SU. La menace réelle contre la sécurité militaire de l'URSS, contre les acquis sociaux de la Révolution russe de 1917, est complètement évacuée. Au cours d'une tournée en Australie au début de l'année, Mandel affirma: "La cible immédiate de la course actuelle au réarmement, c'est la révolution salvadorienne, c'est la révolution nicaraguayenne, c'est la révolution palestinienne, c'est la révolution arabe et pas l'Union soviétique." Allez dire ça aux Moscovites qui bientôt, avec l'installation des Pershing-2 en Europe, seront à huit minutes seulement d'une annihilation nucléaire!

Pendant que Mandel et Krivine chantent à pleins poumons dans le chœur antisoviétique, leurs associés autrefois "fraternels" du SWP américain ont fait de leur mieux pour escamoter l'affaire du 007. Incapables de camoufler complètement la question, Jack Barnes et Cie ont recours à leur vieille méthode qui consiste à poser des "questions sans réponse", insistant sur l'"hypocrisie" de Reagan sans qu'eux-mêmes ne fournissent la moindre réponse. Plus de trois semaines après que l'avion intrus sud-coréen ait été abattu, le SWP se permit de critiquer le "rad-lib" *Guardian* pour sa condamnation écoeuvrante des Soviétiques. Mais tout en rejetant la ligne des deux "superpuissances", qui veut que la menace de guerre nucléaire vienne de la "course aux armements" des deux côtés, le SWP ne défend jamais explicitement l'URSS ou les acquis révolutionnaires qu'elle incarne.

Barnes, déchiré entre les "colombes" libérales et Fidel Castro, ne peut être que mal à l'aise, tandis que Mandel et Krivine, eux, lorgnent en direction de la social-démocratie de Mitterrand. Au contraire, avec un programme communiste pour défendre et étendre les acquis de la révolution d'Octobre, nous disons la simple vérité. Pendant que les mandéliens crient avec les loups reaganiens contre le "barbarisme soviétique", et que le SWP répand ses histoires mielleuses sur des "doutes" et des "questions", nous, trotskystes -- spartacistes -- proclamons: "L'histoire de Reagan pue!" et "KAL 007: une provocation US de guerre froide!"

Adapté de *Workers Vanguard* n°339

Meeting LTF: "Pour une république socialiste fédérée d'Eelam et de Lanka"

La tendance spartaciste internationale (TSI) a, l'été dernier, énergiquement fait campagne sur trois continents en défense du peuple tamoul contre les atrocités massives perpétrées par des Cinghalais ultra-chauvins et orchestrées par le gouvernement du Sri-Lanka. Après avoir travaillé coude à coude avec nous, quelque 30 militants tamouls assistaient le 11 octobre, à Paris, à un meeting de la LTF. L'objectif de ce meeting était pour la LTF de continuer la discussion politique dans le but de gagner les meilleurs de ces militants au programme du communisme.

Les pogromes anti-Tamouls ont dramatiquement altéré, pour la période à venir, la perspective d'une lutte de classe où l'on verrait côte à côte la classe ouvrière cinghalaise et la minorité tamoule opprimée. Mais notre position actuelle pour le droit au Tamil Eelam n'est pas une vulgaire genuflexion devant le fait accompli. Nous sommes pour une république socialiste fédérée d'Eelam et de Lanka, parce que nous savons qu'à l'époque impérialiste les droits démocratiques même les plus élémentaires ne peuvent être satisfaits que par le prolétariat victorieux quand il a renversé le capitalisme.

Un camarade du Tamil Eelam Liberation Council (France) (TELC) a abordé cette question clé du point de vue du nationalisme de gauche: "Vous dites qu'il faut faire une révolution internationale, ou d'abord une révolution en Asie du Sud, et une révolution ouvrière internationale. Bien, c'est une bonne idée; je veux dire c'est une bonne chose. Mais, quand une personne a été sérieusement blessée et qu'elle risque de mourir, comment peut-elle penser aux autres? En ce moment, notre situation est

comme cela (...). [Les jeunes des groupes tamouls] se battent pour un Etat séparé d'une façon marxiste. Ils ne vont pas se battre comme le TULF [Tamil United Liberation Front] ou les autres partis bourgeois." Mais ce camarade n'aurait pas pu répondre à cette question: quel programme ces jeunes combattants tamouls dévoués à leur cause vont-ils avancer pour mobiliser contre les dirigeants bourgeois traîtres et se gagner des alliés pour les aider à assurer la libération du peuple tamoul?

Le camarade du TELC (France) fait une erreur fatale en pensant qu'on peut dire: aujourd'hui nous nous occupons de la séparation, demain du socialisme. Par exemple, le fait est là -- et les faits ont la tête dure: avec ou sans indépendance, le Nord est économiquement non-viable. Et qu'arrivera-t-il à ceux qu'on appelle les "Tamouls indiens", qui travaillent dans les plantations des hauts plateaux? Ou comment organiser les ouvrières des plantations de thé et des zones franches du Sud?

La base navale stratégique de Trincomalee, tant convoitée par l'impérialisme américain comme bastion contre l'Union soviétique dans l'océan Indien, est située dans le territoire de l'Eelam tamoul. Dans le meeting, un aspirant Yasser Arafat tamoul donna la "solution" des nationalistes bourgeois: nous pouvons nous faire des amis des Américains, des Français, de n'importe qui, du moment que nous sommes indépendants. Et le prix de cette "amitié" sera-t-il une force d'interposition impérialiste à Trincomalee, comme au Liban, pour désarmer les combattants et préparer un Sabra et Chatila tamoul?

Qui peuvent être les alliés du

peuple tamoul? Il y a deux réponses: soit l'Etat indien (qui dominerait un Eelam tamoul séparé) ou les Nations-Unies et les impérialistes, soit les travailleurs cinghalais et indiens. Il n'y a pas de troisième alternative; la bourgeoisie tamoule est trop liée à l'Etat du Sri Lanka et aux impérialistes, et la nation tamoule est trop faible pour arriver à l'indépendance par ses propres moyens. Et aujourd'hui, les travailleurs cinghalais, eux aussi brutalement opprimés, trahis par leurs dirigeants -- le PC, le LSSP, le JVP --, peuvent se ranger du côté des Tamouls.

La tâche de ceux qui se veulent des révolutionnaires tamouls est de construire un parti léniniste basé sur le prolétariat (ce qui n'exclut en aucune façon le besoin crucial et immédiat de l'autodéfense armée). Sans cette perspective, les organisations de jeunes Tamouls deviendront de fait partie (qu'ils le veuillent ou non) d'un Kuomintang tamoul. Dans un pays comme le Sri Lanka où tous les bouchers sanguinaires, de Bandaranaike à J.R., parlent de socialisme "non-aligné", il est nécessaire de tirer la plus dure des lignes de séparation, sur une base de classe.

Un camarade de la section italienne de la TSI montra la voie à suivre: "Le peuple tamoul a un rôle historique à jouer. Il y a une possibilité de commencer dans un petit pays, comme le Sri Lanka, de commencer une révolution là-bas et d'étendre cette révolution au reste de l'Asie du Sud (...). Et cela signifie recommencer ce qui a été fait en 1917 en Russie, et c'est notre objectif. Et c'est là le rôle stratégique, historique, (...) que peut jouer maintenant un petit parti, comme le fait la Spartacist League/Lanka."

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforcer la Quatrième Internationale.
COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Josiane Alder (réalisation), Jean Thimault, Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri Riemann.
DIFFUSION: Jean-Luc Guillemain
DIRECTEUR DE PUBLICATION: Jean Lécuyer.
Pour toute correspondance:
■ Paris: Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10 (Téléphone: 208.01.49)
■ Rouen: M. Benoit, B.P. 817, 76009 Rouen cédex (Téléphone: 35-71.20.86)
Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.
Commission paritaire: n°59267
Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Boeing KAL 007 : provocation US de guerre froide !

Chaque jour qui passe démêle un peu plus le tissu de mensonges qui entoure l'affaire du Boeing des Korean Air Lines. La pointe de cette provocation de guerre froide en devient même suffocante. Mais combattre les préparatifs impérialistes pour la guerre thermonucléaire contre l'Union soviétique, c'est aussi combattre sans relâche -- pour reprendre la formule de Goebbels -- le "grand mensonge" antisoviétique qui sert de couverture idéologique à ces préparatifs.

Quand le vol 007 de la KAL décolla, après s'être ravitaillé en carburant à Anchorage (Alaska), le 31 août au petit matin, il s'engagea au sud-ouest dans le couloir international connu sous le nom de R-20, le couloir aérien le plus proche de la presqu'île soviétique de Kamtchatka. Peu après avoir passé le dernier point de contrôle radar US au-dessus des îles Aléoutiennes, il tourna apparemment à droite et suivit ensuite une route régulière à quelque 300 miles à l'ouest du couloir imposé. Ainsi, deux heures après son décollage, il passa au-dessus d'une des installations militaires les plus sensibles de l'URSS, la base sous-marine de Petropavlovsk, à l'extrémité sud de Kamtchatka.

En réponse à cette violation flagrante de l'espace aérien soviétique, le vol KAL 007 fut repéré par un radar soviétique et poursuivi par des avions de combat au moment où il traversait la mer d'Okhotsk au-dessus de l'archipel des Kouriles. Deux heures plus tard, peu après 3 h (heure du Japon), l'avion survolait l'île soviétique de Sakhaline, passant près de la base aéronavale de Korsakov. Sa route, si elle avait continué, l'aurait conduit au-dessus de Vladivostok, le port d'attache de la flotte soviétique dans le Pacifique. Les rapports occidentaux indiquent qu'à 3 h 33 le Boeing 747 sud-coréen s'enfonça dans la mer, juste aux abords de Sakhaline, abattu par les Soviétiques.

Reagan a tout de suite accusé les Russes du "massacre de la KAL", un "acte de barbarie" commis par une société du mal pour laquelle "abattre un avion (...) avec des centaines d'innocents, hommes, femmes, enfants et bébés, fait partie de leurs procédés habituels". Et "nos" sociaux-démocrates de l'OTAN se sont précipités pour se joindre au chœur anti-soviétique. Quelle scandaleuse hypocrisie! Qui a pris les passagers civils en otages dans cette provocation délibérée de guerre froide? Le jeu auquel les pilotes militaires coréens se sont livrés avec la coopération des autorités US et japonaises, qui suivaient à la trace le vol 007, est bien plus abominable que n'importe quel détournement d'avion. Un commentateur de la télévision soviétique compara cela aux nazis, faisant remarquer que "quand les hitlériens attaquaient, ils poussaient devant eux femmes et enfants".

Ayant envoyé cyniquement les passagers du vol 007 à la mort, Reagan en profite pour pousser la fabrication des principales armes de première frappe du Pentagone: les missiles MX et le déploiement des Pershing-2, en Europe de l'Ouest. Ces derniers ont un temps de vol de huit minutes jusqu'à Moscou. Reagan répète à l'envi que ce qui est en jeu c'est "les Soviétiques contre le monde". Pour retourner la formule, la guerre mondiale contre l'URSS, lieu de naissance de la première révolution prolétarienne de l'histoire.

Washington cherchait désespérément un incident qui lui donnerait une excuse pour interrompre les négociations sur le contrôle des armes et contrecarrer les manifestations contre l'installation des Pershing en Europe. En refusant le droit au ministre

des Affaires étrangères Gromyko d'atterrir à New-York dans un avion de l'Aérofлот, l'impérialisme américain se dirigeait vers la rupture des relations diplomatiques avec l'Union soviétique. Mais Reagan ne s'intéresse plus aux sanctions -- les efforts des USA pour arrêter la construction du gazoduc sibérien ont été coulés par les rivalités interimpérialistes. Ce que les "faucons" veulent, ce ne sont pas des coups d'épingle, mais le "Big Bang": la première frappe nucléaire contre "l'empire du mal".

MENSONGES ET PROVOCATIONS

Si le gouvernement soviétique savait que l'avion intrus était en réalité un avion commercial contenant plus de 200 civils innocents, et ce en dépit des dommages potentiels d'une telle mission d'espionnage, s'il avait délibérément détruit cet avion et ses passagers, l'abattre aurait été une idiotie digne d'Israël. Mais les faits et les évidentes falsifications montrent que ce n'était

le couloir aérien international R-20, alors qu'il était toujours à portée des radars civils et militaires américains. Il est arrivé à portée des radars soviétiques à l'endroit où opèrent normalement les avions de reconnaissance RC-135 américains, une nuit au cours de laquelle au moins un RC-135 volait à proximité à la même altitude, et ce, après que le RC-135 et le 747 de la KAL eurent volé en tandem pendant au moins dix minutes. Le vol KAL 007 se dirigea tout droit vers la pointe sud de la presqu'île de Kamtchatka, survola la base navale stratégique soviétique de Petropavlovsk et déclencha la mise en alerte de batteries de missiles sol-air SAM-5 soviétiques. L'avion volait sans feux de navigation et ne répondit pas aux tentatives faites par les Soviétiques, depuis le sol et depuis leurs chasseurs, pour le contacter sur la fréquence radio internationale, 121,5 mégacycles. Le vol KAL 007 émettait de courts signaux radio codés du type de ceux utilisés pour transmettre des renseignements secrets, et il ne répondit pas aux signaux des quatre chasseurs

avait sur l'avion aucun signe de quelque lumière que ce soit".

Selon les USA, les chasseurs soviétiques se lancèrent à la poursuite de l'avion dès qu'il passa au-dessus de Kamtchatka, mais à aucun moment dans les deux heures et demie suivantes les pilotes ne signalèrent par radio aux aiguilleurs du ciel américains ou japonais qu'ils étaient en difficulté. Approchant de l'île de Sakhaline, l'avion communiqua par radio sa position à l'aéroport de Tokyo. A 3h15, sans encore faire part du moindre problème, le vol 007 demanda à Tokyo la permission de monter à 35000 pieds, ce qu'il fit sans recevoir de permission. Il n'y a jamais eu de mauvais fonctionnement de la radio.

La thèse qui veut que les Etats-Unis n'ont rien su jusqu'à la fin est encore un mensonge. Lorsqu'il fut admis pour la première fois que les Américains avaient un avion espion dans le secteur, le New York Times (6 septembre) rapporta que "les officiers militaires ont dit qu'un avion de l'Air Force aurait, par routine, 'couvert' ou enregistré par radar l'avion coréen dans le cadre de la sécurité aérienne".

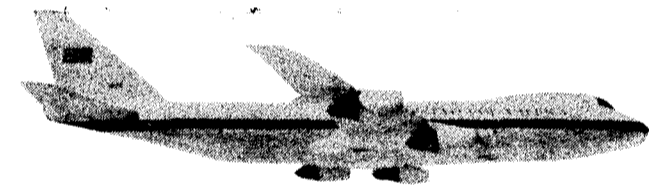
En fait, les aiguilleurs du ciel japonais et les "contrôleurs de communications" US et japonais étaient en train de surveiller étroitement l'avion. Les Américains proclament savoir précisément quand le radar soviétique repéra l'avion de la KAL, combien de chasseurs furent envoyés à sa poursuite et ce que les pilotes dirent à leur base de contrôle. Quelqu'un à la base militaire américaine de Shemya, sur les Aléoutiennes, (à la fois la base des RC-135 et le poste radar responsable pour suivre les vols civils sur la voie R-20) devait en savoir long sur la route précise que suivait le KAL 007. Les Etats-Unis avaient la capacité de savoir et ont dû savoir que le 007 se dirigeait tout droit vers l'espace aérien soviétique, et ils n'ont pas alerté les autorités soviétiques. Les Japonais non plus, qui étaient responsables pour suivre l'avion au moment où il entra dans l'espace aérien soviétique. Personne ne se préoccupa d'informer les autorités soviétiques.

« La nuit, tous les chats sont gris »

L'avion de ligne KAL 747, et les jets US de reconnaissance E4B et RC-135: pour un chasseur soviétique (en bas à gauche) ils paraissent énormes.



KAL 747



Poste US de commandement militaire E4B



Chasseur SU-15



Avion espion US RC-135

3 cm = 26,10 m

pas le cas et maintenant peu à peu les informations arrivent au niveau international qui, mises bout à bout, forment une image de ce qui a pu se passer.

Comment l'avion a-t-il franchi l'espace aérien soviétique en premier lieu? Le KAL 747 était équipé de trois systèmes de navigation automatique par inertie qui se contrevérifient les uns les autres. Selon le New York Times (3 septembre), "les chances pour que plus d'un ordinateur fonctionne mal sont infinitésimales". Etait-ce possible que, tout à la fois l'ordinateur soit en panne, les feux soient éteints et que la radio ne marche pas?

Puis, il y a la route suivie par le vol 007 une fois qu'il eut quitté la route normale. L'avion ne tourna pas soudainement dans une direction complètement au hasard. Il était sur une fausse route pendant plusieurs heures, ne déviant jamais d'une ligne qui l'aurait conduit directement à Séoul. Et il peut n'y avoir aucun doute que tous les pilotes qui font la route connaissent le danger. La carte de navigation la plus largement utilisée, la Jeppesen, porte un avertissement particulier à propos de l'île de Sakhaline: tout avion survolant le territoire soviétique "peut se faire tirer dessus sans sommation". Les pilotes du vol 007 savaient ce qu'ils étaient en train de faire.

D'après les Soviétiques, le vol KAL 007 s'est écarté de sa route,

soviétiques qui avaient pris l'air pour l'intercepter.

Le vol KAL 007 continua sa route au-dessus de la mer d'Okhotsk pour pénétrer à nouveau dans l'espace aérien soviétique au-dessus de l'île de Sakhaline. Il fut alors intercepté par six chasseurs soviétiques qui essayèrent de lui faire signe d'atterrir; mais le jet de la KAL "commença à changer simultanément de direction, d'altitude et de vitesse, essayant évidemment d'échapper aux avions de la défense aérienne".

Trois des pilotes des chasseurs soviétiques qui prirent l'air pour intercepter le vol KAL 007 ont confirmé la version du gouvernement soviétique. Dans un interview diffusé à la télévision soviétique, ils expliquèrent tous qu'ils étaient convaincus que l'avion était un appareil de reconnaissance: un des pilotes pensait que c'était peut-être un bombardier. (Tous les avions espions américains doivent paraître énormes comparés à un chasseur soviétique et, contrairement à ce que prétendent les Américains, il y a un avion militaire qui a exactement la silhouette d'un 747: l'E4B, un Boeing 747 modifié qui est utilisé comme poste de commandement et de contrôle en vol pour la guerre nucléaire.) Aucun des pilotes soviétiques ne dit avoir aperçu de lumière sur l'avion, et le pilote qui l'a intercepté au-dessus de Kamtchatka déclare que "même du côté non-éclairé du ciel il n'y

"NOUS N'ESPIONNONS PAS ET NE MENTONS PAS" — AH NON?

En fait, il y a un précédent d'un autre vol de la KAL, en avril 1978, qui fit une intrusion belliciste dans l'espace aérien soviétique et qui fut contraint d'atterrir. Cette fois-là, l'avion sud-coréen prit la route au nord de Londres pour un vol par le Pôle Nord, fila à l'ouest au dessus du Groënland et là fit un brusque crochet, à 1000 miles de sa route, volant directement au-dessus de la base navale de Mourmansk, dans la presqu'île de Kola! Cette fois aussi, le pilote sud-coréen essaya de semer ses poursuivants... et reçut

Suite page 8

Organe du comité exécutif international de la tendance spartaciste internationale

8 F (port inclus)

N° 21 :

- Iran et la révolution permanente
- Massacres au Sri-Lanka

La Bolchevik: B.P. 135-10 75463 Paris Cedex 10



Troupes israéliennes et impérialistes hors du Liban!

Proche-Orient:



Ecrasez la Pax Americana anti-soviétique!

Manifestations spartacistes:

Gang de Pol Pot hors de l'ONU!

Le 27 septembre, la tendance spartaciste internationale a tenu dans six pays différents des rassemblements de protestation contre le fait que le siège du Kampuchéa à l'ONU soit occupé par les forces du Pol Pot, et exiger qu'il revienne au gouvernement Heng Samrin, gouvernement légitime du Kampuchéa. Les manifestants dénoncèrent ce répugnant spectacle des bouchers impérialistes bavardant sur les "droits de l'homme", tout en soutenant, dans leur course à la guerre contre l'URSS et ses alliés comme le Vietnam, ce soi-disant "gouvernement du Kampuchéa démocratique", coupable de génocide contre son propre peuple pendant les quatre années qu'il fut au pouvoir, et qui n'existe aujourd'hui que dans les planques de la CIA en Thaïlande.

A Paris, le représentant de la Ligue trotskyste conclut la prise de parole clôturant le rassemblement devant le siège de l'UNESCO en rappelant qu'il y a 10, 15 ans les cris de 'Hô, Hô, Hô Chi Minh ! résonnaient dans les rues de Paris. Non seulement en France, mais partout dans le monde, toute une génération s'est levée en défense de la révolution vietnamienne contre l'impérialisme. Aujourd'hui, au moment où l'état se resserre dangereusement contre la révolution vietnamienne, il n'y a que la TSI et ici la LTF qui se mobilisent contre les menaces impérialistes. Nous sommes les seuls à proclamer que Diên Biên Phủ, cette défaite de notre impérialisme en 1954 en Indochine, où la fine fleur des officiers de Saint-Cyr a ramassé une fantastique raclée, est une victoire! (...) Les 'gauchistes' d'hier, des années 60, les Krivine et Cie, ne sont plus capables de se mobiliser pour défendre la révolution vietnamienne. Pour les admirateurs de Pilsudski en Pologne, pour les admirateurs de l'impérialisme de Solidarnosc, alors oui ils se mobilisent. Mais pour les paysans et ouvriers vietnamiens qui ont mené 30 ans d'héroïques combats contre l'impérialisme, non. La soi-disant 'extrême gauche' a succombé à l'antisoviétisme, et elle a rallié le camp de Mitterrand, ce 'socialiste' de guerre froide. La LTF est seule à proclamer le mot d'ordre léniniste: 'L'ennemi principal est dans notre propre pays!' Oui, Diên Biên Phủ était une victoire! Deux, trois, plusieurs Diên Biên Phủ! Deux, trois, plusieurs défaites pour l'impérialisme français!"

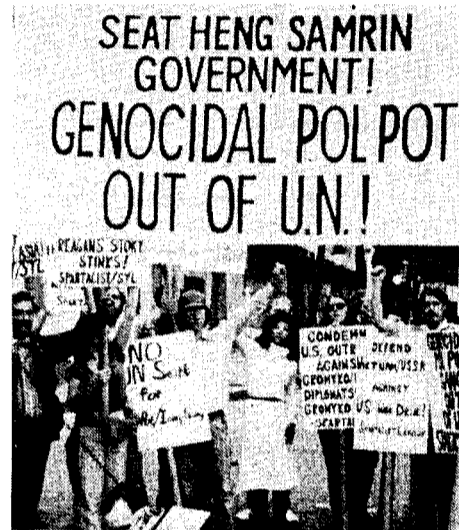
Nous reproduisons ci-dessous le tract de la LTF appelant au rassemblement du 27 septembre.

* * * * *

Les forces de Pol Pot, coupables de génocide, qui ont été chassées du Kampuchéa (Cambodge), occupent le siège de cet Etat aux Nations-Unies: nous protestons contre cette obscénité! Même à l'ONU -- Lénine appelait à juste titre l'assemblée qui l'a précédée une "caverne de brigands" --, même au milieu des dictateurs sanguinaires d'Amérique latine soutenus par les Etats-Unis, à côté du général pakistanais Zia ou même comparés à Idi Amin, l'assassin Pol Pot et son sinistre numéro deux Ieng Sary constituent une obscénité. Depuis le début 1979, quand les Vietnamiens renversèrent le régime de Pol Pot qui avait tué deux millions de ses propres concitoyens, les USA, en alliance avec la Chine, ont armé les bandes terroristes du dictateur déchu pour attaquer le Kampuchéa. Tous les ans depuis le 21 septembre 1979 l'ONU a voté pour que les forces de Pol Pot (universellement exécuté), conservent leur siège à New York à la place du gouvernement Heng Samrin, et ce, dans le cadre de la campagne implacable de l'impérialisme US pour punir la révolu-

tion vietnamienne victorieuse et effacer sa propre défaite humiliante. Pas de siège à l'ONU pour Pol Pot/Ieng Sary, fantoques sanguinaires des impérialistes et des Chinois! Le gouvernement Heng Samrin, le vrai gouvernement du Kampuchéa, doit siéger à l'ONU!

Les tentatives US d'étrangler les héroïques Vietnamiens, dont le port stratégique de la baie de Cam Ranh fait obstacle aux ambitions américaines, font partie intégrante de la campagne belliciste tous azimuts contre l'Union soviétique. De Pol Pot à la provocation meurtrière de guerre froide du vol 007, de Diego Garcia à Trincomalee, les efforts des Américains pour attiser l'hystérie belliciste et encercler l'URSS par une ceinture de bases nucléaires



Workers Vanguard

27 septembre: les manifestations spartacistes devant les Nations Unies à New-York (à gauche) et devant l'UNESCO à Paris (à droite).

laissent derrière eux, sur toute la surface de la planète, la trace sanglante de la terreur et de la mort. De façon criminelle le gouvernement de Pékin a soutenu avec empressement cette politique impérialiste meurtrière en lançant à plusieurs reprises des attaques militaires contre le nord du Vietnam, en accord avec la politique américaine. Chine, restez hors d'Indochine! USA, vous avez perdu! Impérialisme US, hors de l'Asie du Sud-Est!

Quand les Américains et leurs valets corrompus, comme Lon Nol, s'enfuirent d'Indochine après le triomphe de la révolution vietnamienne, les Khmers rouges occupèrent Phnom Penh. Les Khmers rouges de Pol Pot étaient dirigés par une bande d'étudiants qui se prélassaient à Paris pendant la guerre contre le colonialisme français et qui revinrent au pays pour prendre le contrôle du parti cambodgien à coups d'assassinats et en attirant le chauvinisme khmer. Les premiers à être éliminés par les forces de Pol Pot furent les cadres communistes associés aux Vietnamiens. Pol Pot a tué les vrais communistes khmers et s'est ensuite livré au génocide!

L'aboutissement logique du Cambodge de Pol Pot, ce ne fut pas même les purges et les camps de travail de Staline, ce fut Jonestown! La suppression par Pol Pot des villes, des usines, de l'argent, et son retour sur une échelle de masse à l'agriculture de subsistance -- un programme féodal basé sur une chimérique résurrection des royaumes esclavagistes barbares d'Angkor Vat -- disloquèrent complètement toute base économique rationnelle pour le régime et par conséquent éliminèrent toute entrave à la clique dirigeante. Juste après la prise du pouvoir par les Khmers rouges en 1975, nous dénoncions le brutal dépeuplement de la capitale, en notant que "pour des marxistes, préserver l'infrastructure économique est crucial!". Les montagnes de crânes humains retrouvés dans les charniers

de Cheoung Ek, les chambres de torture de Phnom Penh, les récits, faits par tous les survivants, de gens battus à mort, de famine et d'atroce travail esclavagiste -- c'était ça le Cambodge de Pol Pot.

Même l'ancien diplomate américain Emory Swank, qui fut ambassadeur à Phnom Penh auprès du régime Lon Nol, a admis dans une interview (*Far Eastern Economic Review*, 17 mars) que "les Vietnamiens, qui ont occupé une terre totalement désorganisée, presque désolée, ont fourni une assistance de toutes sortes (...) Partant pratiquement de ruines, le Cambodge s'est rétabli de façon étonnante et remarquable." Quand l'armée vietnamienne intervint en 1979, nous nous déclarâmes opposés à la présence à long terme d'une



Le Bolchévik

armée d'occupation, ce qui pourrait mettre au premier plan la question nationale pour le peuple khmer, mais nous n'avons pas demandé son retrait immédiat. Nous posons la question: s'il avait le choix, le peuple khmer préférerait-il conserver la xénophobie paysanne irrationnelle de l'assassin Pol Pot ou avoir des écoles, de la nourriture, des enfants, des salaires, pouvoir se marier ou bénéficier de la médecine? Aujourd'hui le verdict est clair. Salut à la libération du peuple khmer! Salut à la reconstruction -- le peuple du Kampuchéa a maintenant un avenir!

Si l'horreur meurtrière de Pol Pot a contribué à amener le peuple khmer au bord de l'extinction, le génocide fut commencé longtemps auparavant par les Américains. Ils débutèrent en 1969, sous Nixon et Kissinger, quatre années de bombardements dévastateurs du Cambodge par les B-52, avec au moins l'accord tacite de Sihanouk, alors au pouvoir. De 1970 à 1973 les Américains firent pleuvoir sur le Cambodge plus de 100 tonnes de bombes par habitant, brisant son économie fragile. Probablement plus d'un million de personnes trouvèrent la mort pendant la guerre civile contre Lon Nol, le fantoche des Américains, et la famine faisait rage quand les Etats-Unis décrétèrent brutalement un blocus en 1975. Aujourd'hui l'impérialisme US tente d'affamer le Vietnam et le Kampuchéa avec un blocus du commerce et des crédits. Ce qu'il y a de plus criminel, c'est que plus de deux millions et demi de Vietnamiens ont été soustraits à la tâche de la reconstruction économique, désespérément nécessaire, afin de défendre le Vietnam du Nord contre la pression militaire exercée par les Chinois avec le soutien des Américains.

Aujourd'hui, les Etats-Unis et leurs fantoques soutiennent un bouillon infernal de cliques capitalistes mélangées aux restes des forces de Pol Pot qui tentent de survivre en s'accrochant à la frontière thaïlandaise.

Ils ont essayé de mettre sur pied une alliance contre-nature entre l'"homme d'affaires" monarchiste semi-fasciste Son Sann, qui a les faveurs de la CIA, le prince Sihanouk, ce maquereau playboy (dont la majorité de la famille a été massacrée par les Khmers rouges!) et les forces de Pol Pot, Ieng Sary et Khieu Samphan. Cette misérable bande, engagée à restaurer le capitalisme au Kampuchéa, ne pourrait arriver au pouvoir qu'à la faveur d'un carnage militaire impérialiste. Prince Sihanouk, reste sur la Côte d'Azur! Ecrasez le blocus impérialiste du Vietnam!

Nos camarades trotskystes de la Spartacist League/US, en tant que révolutionnaires américains dans le "ventre de la bête" pendant la guerre du Vietnam, avaient comme mot d'ordre "Toute l'Indochine doit devenir communiste!" et ils appelaient à des grèves ouvrières contre la guerre. En 1975 la tendance spartaciste internationale salua la victoire de la révolution vietnamienne qui chassa le capitalisme d'Indochine comme une victoire historique pour les travailleurs du monde entier. Aujourd'hui, quand nous appelons à la victoire militaire de l'héroïque rébellion de gauche au Salvador et en Amérique centrale, nous avons comme mot d'ordre contre le défaitisme bourgeois: Diên Biên Phủ était une victoire! Le Vietnam était une victoire! Deux, trois, plusieurs défaites pour les impérialistes US et français!

Les droits nationaux légitimes du peuple khmer ne peuvent être satisfaits que dans le cadre d'une fédération socialiste d'Indochine (dans laquelle le Vietnam jouerait nécessairement un rôle de premier plan) basée sur l'internationalisme révolutionnaire. Les bureaucraties stalinienne, de Pékin jusqu'à Moscou, trahissent depuis des dizaines d'années les révolutions des autres pour leurs propres intérêts nationaux étroits et leurs rêves utopiques de "coexistence" avec le capitalisme, avec ses résultats amers, de l'Amérique centrale jusqu'au Sri Lanka et à l'Indochine. Malgré l'héroïsme des ouvriers et paysans indochinois qui ont vaincu l'impérialisme US, cette région ravagée par la guerre et soumise au blocus impérialiste, mais qui bénéficie de l'aide soviétique, fait face à d'énormes difficultés pour tenir contre la course à la guerre des Américains et leurs implacables pressions. C'est la compréhension historique du marxisme-léninisme-trotskyisme qui peut amener la classe ouvrière à faire voler en éclat les bureaucraties stalinienne parasitaires et à mettre les énormes ressources économiques des Etats ouvriers dégénérés et déformés, de Pékin à Moscou en passant par Hanoï, pleinement au service de la révolution mondiale. Pour une authentique fédération soviétique d'Indochine! En avant vers une Union des républiques socialistes soviétiques en Asie du Sud-Est! Pour la renaissance d'une Internationale authentiquement communiste, la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste!

Le Bolchévik

B.P. 135-10
75463 Paris
Cedex 10

12 F
(port
inclus)

**Pourquoi
l'URSS
n'est pas
capitaliste**

Ligue trotskyste de France
tendance spartaciste
internationale



La Légion étrangère, instrument favori du "domaine réservé" de Mitterrand.

Troupes françaises hors d'Afrique et du Liban!

Nous reproduisons ci-dessous le tract que nous avons distribué à la manifestation du 7 septembre à Paris. Depuis, Mitterrand s'est engagé plus profondément encore dans la politique de la canonniers, en particulier au Liban, aux côtés de Reagan. Une escalade impérialiste au Liban pourrait changer la nature communaliste du conflit actuel, pour aller vers une lutte directe contre les impérialistes. En ce cas, nous donnerions un soutien militaire aux forces combattant les impérialistes et leurs agents locaux.

En intervenant au Liban, l'impérialisme français espérait récupérer un peu d'influence sur son ancien protectorat. Mais chaque fois que Reagan trouve quelque part dans le monde un nouveau "point chaud" où il envoie aide militaire et même troupes pour combattre l'URSS, il pénètre les anciennes sphères d'influence impérialistes, et les Français sont menacés de perdre leurs néo-colonies. C'est cette peur que Cheysson exprime quand il déclare vouloir éviter "la division du Proche-Orient entre Russo-Syriens et Américano-Israéliens" (dans la ligne de "l'Afrique aux Africains"... et aux Français!) Faisant écho à cette inquiétude, la direction social-chauvine du PCF (après avoir fait campagne il y a un an pour l'envoi des troupes françaises au Liban) cherche aujourd'hui à dégager l'armée de ses maîtres capitalistes du guépier où Mitterrand l'a fourrée, si elle ne reçoit pas l'aval de l'ONU.

L'impérialisme français n'a pas les forces nécessaires pour arranger sous sa houlette une "unité nationale" entre Gemayel et Joumblatt, contre les Palestiniens et les Soviétiques; il est obligé de se ranger derrière le "gros bâton" de Reagan. Et, dans une région où la Syrie est un Etat client de l'URSS, l'affrontement Est-Ouest peut vite passer au premier plan; et Mitterrand s'alignerait servilement derrière Reagan. Si l'intervention impérialiste se transformait en conflit impliquant directement l'URSS, la tâche immédiate et urgente du prolétariat mondial serait la défense militaire inconditionnelle de l'URSS.

* * * * *

La soldatesque coloniale de l'impérialisme français a déferlé sur le Tchad: 2 500 tueurs professionnels de l'infanterie de marine et de la Légion étrangère, soutenus par huit chasseurs-bombardiers, ont formé une "ligne rouge" pour empêcher la prise de la capitale, N'Djamena,

par le GUNT de Goukouni Oueddeï. Si l'impérialisme français intervient avec de si gros moyens, ce n'est pas pour piller les ressources non-existantes du Tchad; c'est d'abord parce que N'Djamena est un point stratégique pour dominer l'Afrique centrale pour les quelque 20 000 soldats des troupes coloniales françaises qui se trouvent en permanence en Afrique; Mitterrand veut aussi rassurer ses clients africains: ces fantoches seront protégés, tant contre les menaces internes que contre la nébuleuse "menace libyenne".

De plus, depuis que les Cubains ont combattu les armées de l'apartheid en Angola, l'impérialisme français s'est chargé de la défense du "monde libre" dans cette région. Au centre des justifications de l'impérialisme pour l'invasion du Tchad il y a la nécessité de préparer l'affrontement militaire avec l'URSS. Il y a les rénégats comme Yves Montand et Glucksmann pour braire: "On n'en est plus à choisir l'Afrique de Foccart contre celle rêvée par J.P. Cot: les blindés soviétiques de Kadhafi ont simplifié l'enjeu" (*Libération*, 12 août), montrant le véritable visage de la mobilisation antisoviétique social-démocrate dans la France de Mitterrand. A bas l'impérialisme français! Troupes françaises hors d'Afrique! Seule l'opposition trotskyste à la nouvelle guerre froide peut se réclamer du mot d'ordre léniniste "L'ennemi principal est dans notre propre pays!" et "Défense militaire inconditionnelle de l'URSS!"

C'est pendant la "détente" que l'impérialisme français a pu renforcer, bien qu'il ne soit plus qu'un impérialisme de seconde zone, son rôle de "gendarme de l'Afrique". L'impérialisme US, battu et affaibli au Vietnam, utilisa alors les illusions criminelles des bureaucrates soviétiques sur la "coexistence pacifique" avec l'impérialisme pour reconstituer ses forces à l'abri des accords SALT, laissant momentanément la charge de la défense d'importants secteurs du "monde libre" à des puissances régionales ("doctrine Nixon"). L'impérialisme français obtint ainsi un sursis pour sa domination en Afrique. Mais aujourd'hui Reagan entend bien rattraper le terrain perdu sur la France en Afrique. L'impérialisme français, pour qui les marchés protégés de ses anciennes colonies sont très importants, défend son fromage avec la dernière énergie, utilisant à fond l'atout que représentent sa machine militaire africaine et l'"expérience" de torture et de génocide

accumulée là-bas par ses officiers depuis plus d'un siècle, bien que de plus en plus ce soit le capital américain et le capital allemand qui ratissent les bénéfices à sa place.

Au Tchad la rivalité franco-américaine est aiguë; il semble que les USA aient beaucoup misé (de dollars) sur Hissène Habré et que les Français soient encore favorables à Oueddeï qu'ils avaient soutenu en 1982. Ces rivalités sur quelle puissance impérialiste contrôlera le Tchad, domino clé de l'Afrique centrale, ont été largement camouflées derrière les divergences sur l'attitude à adopter à l'égard de la Libye, Reagan voulant apparemment en découdre avec Kadhafi, comme en témoigne sa provocation contre les avions libyens dans le golfe de Syrte le 1er août. Selon le mythe de guerre froide, confectonné à Washington, du "terrorisme international" soviétique, le répugnant Kadhafi serait un suppôt du Kremlin en Afrique. Contrairement à Reagan, Mitterrand sait qu'il est plus difficile de sortir du borbier tchadien que de s'y enfoncer, et il veut, lui, pousser Kadhafi à négocier.

En fait, le maniaque islamique de Tripoli était correctement jaugé au début par les Américains -- qui l'ont aidé à consolider son régime -- comme un fanatique anticommuniste. Kadhafi, ami d'Idi Amin, a joué un rôle de fer de lance dans le massacre des communistes soudanais en 1971, et il n'est qu'un despote néo-colonial qui cherche, comme le roi du Maroc ou les princes saoudiens, à jouer un rôle de "puissance régionale". Sa dépendance économique à l'égard des pays occidentaux est totale. La Libye n'est pas non plus "étrangère" au Tchad, pays sans unité nationale dont les frontières sont le produit arbitraire du partage colonial. Les révolutionnaires n'ont pas à défendre la balkanisation impérialiste de l'Afrique, qui découpe le corps vivant des peuples du continent. Au Tchad, pays sans unité nationale, sans classe ouvrière, où l'administration est payée directement par la France, les acquis démocratiques les plus élémentaires ne peuvent être qu'introduits de l'extérieur. Peut-être le Tchad aura-t-il un jour une place dans les manuels d'histoire d'une société socialiste: sa situation géographique en fait un point de rencontre idéal pour les colonnes d'armées rouges africaines parties des centres industriels du Maghreb, du golfe de Guinée et d'Afrique du Sud, balayant devant elles les impérialistes et les démagogues

petits-bourgeois nationalistes sanguinaires!

Les sociaux-chauvins du PS et du PCF, qui tiennent aujourd'hui les rênes de l'Etat impérialiste, se sont faits les châtres empressés de la rapacité de leur bourgeoisie en Afrique, à grand renfort de démagogie anti-américaine. Mitterrand veut que l'Afrique reste à l'écart de "l'affrontement des superpuissances". Le PCF n'est pas en reste; son "opposition responsable" à "l'aventure militaire" au Tchad ne signifie pas autre chose que: trouvons "pacifiquement" une solution pour maintenir la mainmise de la bourgeoisie française sur le Tchad, si possible avec Oueddeï qui ferait un meilleur laquais qu'Habré, vendu aux Américains. C'est pourquoi aujourd'hui le PCF soutient la présence des troupes au Tchad; tout est bon pour aboutir à une "solution politique favorisant la concorde nationale dans ce pays" (G. Plissonnier, *le Monde* du 21 août). Ce social-chauvinisme répugnant est dans la droite ligne de l'opposition du PCF à l'indépendance des colonies françaises, après la Deuxième Guerre mondiale, sous prétexte que les mouvements nationalistes étaient à la solde des impérialistes américains!

Formant la queue de la chaîne syphillitique, l'"extrême gauche" française profite du "débat" autour du Tchad (qui consiste surtout en critiques de l'incompétence devenue habituelle du gouvernement et ses demi-mesures contradictoires en ce qui concerne le Tchad) et de ce qu'il ne s'agit pas au Tchad de s'opposer directement à la campagne antisoviétique de l'impérialisme (à l'avant-garde de laquelle elle s'est, de l'Afghanistan à la Pologne, placée sans vergogne aux côtés des pires réactionnaires) pour s'indigner vertueusement et réclamer à grands cris un "impérialisme à visage humain" (la LCR veut "renégocier tous les accords commerciaux"), dans le contexte de leur stratégie de pression sur Mitterrand.

Ces charlatans oublient un peu vite qu'ils ont une part de responsabilité dans l'arrivée au pouvoir de ceux dont ils dénoncent aujourd'hui les "aventures militaires", et poussent, comme Lutte Ouvrière, l'impudence jusqu'à rendre tous les travailleurs français responsables de leurs trahisons: "Bon gré, mal gré, nous avons tous du sang sur les mains", écrit Laguille dans *LO* (22 août). Ils oublient aussi que l'année dernière ils n'ont rien dit quand Mitterrand a envoyé la Légion à Beyrouth avec les Marines pour désarmer les Palestiniens, préparant ainsi la voie à la boucherie de Sabra et Chatila, et que ce n'est qu'après ce massacre qu'ils se sont décidés à protester contre les troupes impérialistes. Et là, les enjeux étaient autrement importants: mater les Palestiniens, instaurer un "régime fort" phalangiste au Liban et consolider une alliance antisoviétique contre-révolutionnaire dans la région, au risque d'une confrontation militaire avec la Syrie, client militaire de l'URSS. Mais c'était alors l'union sacrée autour des paras, main dans la main avec les impérialistes US, et il fallait attaquer sans détour le social-chauvinisme et appeler à une défense acharnée des Palestiniens, comme le fit la Ligue trotskyste dès le début de l'intervention impérialiste.

Les organisations signataires de l'appel à la manifestation du 7 septembre cherchent à se servir du Tchad comme d'un écran de fumée pour cacher leur soutien au front populaire de Mitterrand qui dès le début s'est caractérisé par un antisoviétisme virulent et qui à présent est engagé dans une attaque frontale contre la classe ouvrière qui se traduit par une austérité accrue, une grande vague de licenciements dans l'automobile et une campagne raciste d'une rare violence. Pour nous, révolutionnaires trotskystes de la LTF, la lutte contre les aventures militaires de l'impérialisme français en Afrique doit être partie intégrante d'une lutte intransigeante contre la collaboration de classe et l'antisoviétisme. A bas la campagne antisoviétique de Mitterrand! Non au front populaire! Troupes françaises hors d'Afrique, hors du Liban!

De de Gaulle à Mitterrand...

Un front populaire pas très populaire

Quand, dans la soirée du 10 mai 1981, on annonça que François Mitterrand était élu premier président socialiste de la Cinquième République, des milliers de ses partisans se répandirent sur la place de la Bastille, chantant La Marseillaise, L'Internationale et La Vie en rose, faisant la fête tard dans la nuit. "Je n'ai rien vu comme ça depuis la Libération", remarquait un responsable de la police. Et même ceux des ouvriers qui n'étaient pas vraiment euphoriques sur l'entrée de Mitterrand à l'Élysée fêtèrent le nouveau gouvernement de front populaire et purent croire qu'il ferait des réformes radicales bénéfiques pour les masses ouvrières. Partout dans le monde, la presse bourgeoise présenta l'événement comme le changement le plus important dans la vie politique française de l'après-guerre, une sorte de "révolution" par les urnes: l'arrivée d'une coalition dirigée par les socialistes après 25 ans de domination de la droite.

Pourtant, en un peu moins de deux ans, le front populaire de Mitterrand est devenu universellement impopulaire. Les sondages d'opinion créditent Mitterrand du taux le plus bas jamais atteint par un président de la Cinquième République. Ce gouvernement, qui promettait de guérir la récession par les deniers publics, impose maintenant un programme d'austérité plus sévère que

Première partie

tout ce que pouvait avoir tenté le régime de Giscard-Barre. Ce gouvernement, qui promettait de créer 200 000 emplois nouveaux dans le secteur public, prévoit maintenant un demi-million de chômeurs supplémentaires dans les prochains 18 mois. Pendant ce temps, la France souffrant d'une évasion massive de capitaux, le franc tombe toujours plus bas. L'ancien gaulliste Michel Jobert, qui fut le premier ministre du commerce extérieur de Mitterrand, démissionna récemment en signe de protestation et dénonce maintenant les sociaux-démocrates pour mener l'économie au bord de l'équivalent économique de la chute de la France en 1940.

Le printemps dernier a vu se mobiliser la populace réactionnaire contre le gouvernement Mitterrand -- les foules petites-bourgeoises enragées scandant "Allende, on t'a eu! Mitterrand, on t'aura!" Un groupe de policiers d'extrême droite, conduit par le fasciste Le Pen, marcha symboliquement sur le palais de l'Élysée. Chaque jour, s'amplifient les attaques violentes contre les travailleurs immigrés, qui ont été à l'avant-garde de la résistance à l'austérité de Mitterrand. Derrière les violentes manifestations réactionnaires des étudiants, des paysans, des petits commerçants et de la police, se tient la bourgeoisie qui veut un régime d'"Etat fort" pour briser la puissance de la classe ouvrière. Au début des manifestations, l'ancien ministre de l'intérieur Michel Poniatowski, qui jouait le "flic dur" dans le régime Giscard, déclara: "Nous entrons dans une période où tout peut arriver"



Sygma

Poissy, 21 juillet: les travailleurs immigrés de l'automobile à l'avant-garde contre le programme d'austérité de Mitterrand.



Mobilisations réactionnaires de petits-bourgeois enrégés contre le gouvernement de front populaire de Mitterrand.

(le Monde, 28 avril). Durement frappé par la crise économique mondiale, le capitalisme français -- de loin plus faible que ses concurrents ouest-allemand, américain et japonais -- ne peut se payer le luxe de l'"expérience" Mitterrand.

Ce que nous voyons aujourd'hui, c'est l'exemple classique de la façon dont le front-populisme démoralise la classe ouvrière et nourrit les forces de la réaction. Comme la Ligue trotskyste l'écrivait dans un tract au printemps dernier lors des mobilisations réactionnaires: "Ce qui jette la petite-bourgeoisie dans les bras des fascistes, c'est la politique fondamentale du front populaire -- politique de collaboration de classe et de gestion loyale du capitalisme. Les mesures gouvernementales d'austérité anti-ouvrière, réclamées par la crise du capitalisme, frappent aussi la petite-bourgeoisie; et celle-ci suivra la démagogie anti-Mitterrand des Le Pen et autres apprentis führer s'il n'y a pas un puissant mouvement ouvrier qui, en montrant sa détermination à lutter pour le pouvoir, gagne dans la lutte la confiance de couches de la petite-bourgeoisie. Seule la classe ouvrière peut apporter la solution radicale

à la crise de ce capitalisme pourrisant en prenant le pouvoir, en expropriant la bourgeoisie et en instaurant une économie planifiée."

DU DIRIGISME GAULLISTE AU "NEO-LIBERALISME" GISCARDIEN

La spectaculaire victoire électorale de Mitterrand en 1981 et son non moins spectaculaire échec, deux ans plus tard, ont tous deux leurs racines dans la contradiction entre la faiblesse relative du capitalisme français et les ambitions de sa bourgeoisie à jouer un rôle indépendant sur la scène politique mondiale. Déjà à la fin du XIXe siècle, Friedrich Engels notait que le rôle de la France dans la politique mondiale était hors de proportion avec son poids économique réel. La France est sortie de la Deuxième Guerre mondiale avec une industrie vieillie et traînait loin derrière l'Allemagne de l'Ouest et le Japon dans la reconstruction d'après-guerre. De plus, une paysannerie conservatrice a été artificiellement maintenue par le protectionnisme agricole. Pour la France, c'est là le but du Marché commun et le principal bénéfice qu'elle en tire.

Pour compenser sa faiblesse économique, la classe dirigeante française a historiquement eu recours à un contrôle gouvernemental plus ou moins grand sur l'activité économique (connu sous le nom de dirigisme ou étatism), inhabituel pour une démocratie bourgeoise avancée. 80% du secteur bancaire français fut nationalisé sous le gouvernement "tripartite" (gaulliste-socialiste-communiste) -- le front populaire de 1944-47. Seule parmi les principaux pays capitalistes avancés, la France a maintenu un contrôle étendu des prix dans l'après-guerre, et ce, jusqu'à son abolition en 1978 par le régime "néo-libéral" de Giscard-Barre. Seule aussi parmi les principaux pays capitalistes avancés, la France s'enorgueillit d'un plan économique "indicatif", une planification globale qui est supposée (mais bien sûr qui ne le fait pas en pratique) guider les autorités gouvernementales et les hommes d'affaires dans leurs décisions.

Le dirigisme fut renforcé par le régime gaulliste semi-bonapartiste qui fut à la tête du pays de 1958 à 1974. Là où l'idéologie bourgeoise conventionnelle exalte l'initiative et l'intérêt individuels, pour de Gaulle, le but de l'activité économique était par-dessus tout d'assurer et d'accroître la grandeur de la France. Ainsi que le général l'écrivait dans une de ses dernières oeuvres, "Tandis que le pays travaille, c'est à moi, d'abord, qu'il appartient de donner à la somme de tout ce qui se fait un caractère d'ambition nationale, d'exiger que l'intérêt commun passe au-dessus des routines et prétentions des catégories et de montrer que le but de l'effort pour la prospérité n'est pas tant de rendre la vie plus commode à tels ou tels Français que de bâtir l'aisance, la puissance et la grandeur de la France" (*Mémoires d'espoir*).

L'attitude gaulliste de paternalisme national -- sa prétention à représenter l'intérêt général de la société française -- eut un certain résonance chez les travailleurs les plus arriérés, qui néanmoins restaient hostiles à la droite traditionnelle. De Gaulle pouvait toujours compter sur presque la moitié des voix de la classe ouvrière, et même son successeur, Pompidou, recueillit 30% du vote ouvrier dans les élections présidentielles de 1969.

La renaissance électorale de la social-démocratie française dans les années 70 fut dans une large mesure parallèle au déclin du gaullisme. La plupart des ouvriers qui votèrent pour le candidat gaulliste Chaban-Delmas au premier tour des élections de 1974 se rabattirent sur Mitterrand au second tour contre le grand bourgeois Giscard. Ce glissement n'était pas tout à fait suffisant à Mitterrand pour faire la différence. Cependant, en 1981 ce même glissement électoral, cette fois avec le soutien implicite de Chirac, ouvrit les portes de l'Élysée à Mitterrand.

Alors qu'il était ministre des finances de de Gaulle et Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing avait son propre petit parti, les Républicains indépendants, qui avait des divergences avec les gaullistes. En politique économique, Giscard était beaucoup plus un représentant de la droite conventionnelle, par exemple comme

un Milton Friedman. En 1973, il disait: "La planification ça veut dire l'inflation", un aphorisme qui résume sa philosophie économique. La brochure qu'il publia en 1976, *Démocratie Française*, est en bonne partie une polémique contre l'étatisme traditionnel français: "La concurrence et le marché sont souvent perçus de façon négative par les Français. Ils y voient une forme de désorganisation ou d'anarchie. Un lointain penchant pour l'étatisme, remontant au Colbertisme et aux temps de la Révolution et de l'Empire (...) explique cette tournure d'esprit. (...) "Mais une économie moderne est un système d'une extraordinaire complexité, dans lequel intervient chaque jour des centaines de milliers d'informations et de décisions. Aucune centralisation collective ne peut faire fonctionner correctement un tel système. Il ne peut-être conduit qu'en prenant appui sur de puissants mécanismes automatiques." Tout en ayant une conception du capitalisme de "libre marché", Giscard adopta une attitude quelque peu plus libérale que les gaullistes sur les questions sociales (par exemple l'avortement, le divorce), les droits civiques et le reste. En politique étrangère, les giscardiens étaient plus "atlantistes", moins enclins que les gaullistes à arborer les couleurs de l'indépendance de la France vis-à-vis de Washington.

La coalition gouvernementale entre Giscard et les gaullistes se brisa en 1976 quand le président renvoya son premier ministre Chirac. Sa place fut prise par Raymond Barre, professeur d'économie de droite et ancien commissaire du Marché commun. Bien plus encore que le hautain Giscard (qui regardait tout le monde de haut), Barre afficha ses liens intimes avec le grand capital. Il était un ami proche de François Ceyrac, alors dirigeant du CNPF, dont il partageait régulièrement la table. Le gouvernement Giscard-Barre était le plus pur représentant du capital financier français de l'époque moderne. Il était à la fois exempt des éléments fortement bonapartistes du régime gaulliste et du maquignonnage de la valse des ministères de la Quatrième République.

Peu de temps après sa nomination, Barre annonça son "programme de Blois" pour contrer l'impact inflationniste du "choc pétrolier" de l'OPEP (la France importe 75% de ses besoins énergétiques). Le programme de Barre comprenait deux éléments de base. On avait d'abord les mesures déflationnistes habituelles d'austérité fiscale et d'argent cher, destinées à accroître le chômage et affaiblir le pouvoir de négociation du mouvement ouvrier. Tandis que le reste du monde capitaliste avancé se remettait plus ou moins de la crise de 1974-75, le gouvernement français ralentissait délibérément l'économie pour défendre le franc. Le taux de chômage en Allemagne de l'Ouest diminua de 4,2% en 1975 à 3,4% en 1979; en France, pendant la même période, il monta de 3,9 à 6%, le



Der Spiegel

Dans les villes de Lorraine, la réaction aux attaques de Giscard-Barre provoqua, début 1979, quelque chose ressemblant à une guerre civile.

plus haut niveau atteint depuis plusieurs dizaines d'années. Un demi-million supplémentaire de chômeurs firent les frais du plan de "stabilisation" de Barre (OCDE, *Les principaux indicateurs économiques, 1960-1979*).

Le deuxième élément du programme Giscard-Barre était la restructuration de l'industrie française pour la rendre plus compétitive sur le marché mondial. Les secteurs plus vieux, arriérés, comme les hauts fourneaux de Lorraine, devaient être laissés à leur sort, tandis que les capitalistes, aussi bien étrangers que français, étaient encouragés à se développer dans les secteurs modernes, nouveaux, comme les télécommunications et l'énergie nucléaire. On trouve dans *La grande menace industrielle* de Christian Stoffaes (1978) un exposé quasi officiel du grand dessein gouvernemental. Pour Stoffaes et les giscardiens en général, "De faire du plein emploi au niveau régional et national, la priorité de la politique industrielle est au mieux conduire l'industrie sur la voie du sous-développement".

La politique de Giscard-Barre des "frontières ouvertes" n'a pas eu pour conséquence une modernisation industrielle, mais elle a donné un coup de fouet à la circulation internationale du capital dans deux directions. Les firmes multinationales (spécialement américaines) achetèrent des industries françaises -- toujours la grande frayeur des gaullistes --, assurées que le gouvernement "néolibéral" n'aurait pas une politique discriminatoire vis-à-vis des investisseurs étrangers. Des 50 premiers investisseurs étrangers en France, 24 sont des sociétés américaines. Dans le même temps, le capital monopoliste français investissait une bonne partie de ses profits à l'étranger, puisque le marché national se développait à pas de tortue. En 1980, par exemple, Rhône-Poulenc (chimie et textiles) et Pechiney (aluminium) ont placé presque un tiers de leurs investissements financiers à l'étranger, Saint-Gobain (construction navale et verre) presque la moitié. Ces trois firmes furent

nationalisées par Mitterrand dans le cadre de sa campagne pour "la reconquête du marché national".

En 1979, il était clair que le programme "néolibéral" de Giscard-Barre avait échoué, y compris dans leurs termes. Malgré un accroissement du chômage d'un demi-million, l'inflation se maintint autour de 10%, deux fois le taux allemand. Le "néolibéralisme" n'incita pas non plus les capitalistes français à investir en France. *L'Economist* conservateur de Londres (25 août 1979) observait: "Les employeurs n'ont pas répondu aux stimulations et incitations de M. Barre pour de nouveaux investissements: l'investissement productif du secteur privé a été quasiment stagnant pendant cinq ans (...)"

À la fin des années 70, avec les sociaux-démocrates de Mitterrand et les communistes de Marchais, les gaullistes n'étaient pas en reste pour dénoncer Giscard-Barre pour sacrifier l'économie française aux intérêts de Wall Street, de la Bourse de Francfort et des multinationales. Dédaigneusement, Chirac qualifiait les giscardiens de "parti de l'étranger".

DE L'AUTOGESTION AU BARRISME DE GAUCHE

De façon intéressante, la division entre le dirigisme gaulliste et le "néolibéralisme" giscardien des années 70 trouvait d'une certaine façon son parallèle dans la gauche réformiste. Un des effets de l'explosion potentiellement révolutionnaire de Mai 68 a été de faire revivre les préjugés syndicalistes dans la gauche française sous la rubrique "autogestion". C'était en partie une réponse "gauchiste" erronée au rôle ouvertement contre-révolutionnaire du PCF qui avait liquidé la grève générale contre une forte augmentation des salaires (qui fut bientôt réduite à néant par l'inflation).

Ce qu'on appelle maintenant autogestion a, en fait, une très longue tradition dans la gauche française, trouvant ses racines dans le proudhonisme au XIXe siècle. Proudhon concevait une société basée sur des entreprises autonomes, dont les ouvriers sont propriétaires, et qui sont liées entre elles par le marché. Proudhon et ses partisans s'opposaient farouchement au collectivisme marxiste.

À la fin des années 60 et au début des années 70, l'autogestion était en vogue dans le milieu "gauchiste", saluée comme la réelle émanation de l'"esprit de Mai 68". Ses porteurs organisationnels les plus importants étaient le PSU réformiste de gauche de Michel Rocard et la CFDT d'Edmond Maire. Parmi les petits prophètes du culte antimarxiste de l'autogestion, on pouvait trouver les deux renégats du trotskysme: Michel Pablo, qui travaillait à l'intérieur du PSU, et l'ancien disciple de Pablo, Ernest Mandel, dirigeant et théoricien du Secrétariat unifié.

Peu après que Rocard eut, en 1974, emporté avec lui le gros du PSU dans le Parti socialiste, ce dernier a introduit l'autogestion dans son programme officiel. À la fin des années 70, les sociaux-démocrates de Mitterrand utilisèrent l'autogestion en premier lieu comme

mot d'ordre idéologique contre le communisme. Rocard, en particulier, condamnait la propriété étatique des moyens de production et la planification centralisée comme des éléments de la tradition "autoritaire" du jacobinisme et du bolchévisme. À cela, il opposait l'"autonomie des collectivités". Il insistait aussi que le marché devait rester un instrument de mesure des résultats.

Aujourd'hui, les dirigeants autogestionnaires Rocard et Maire se situent à l'extrême droite du front populaire de Mitterrand en tant que partisans fermes de l'austérité. En février, Maire déclarait que le programme d'austérité du gouvernement était inadéquat et que plus de mesures sévères auraient dû être prises. Quelques mois plus tard, ce fut fait. Superficiellement, il peut sembler paradoxal que la frange du réformisme français qui s'identifiait à l'"esprit de Mai 68" soit devenue les champions du barrisme de gauche. Mais, en fait, l'acceptation de la discipline du marché capitaliste est inhérente à la logique de l'autogestion.

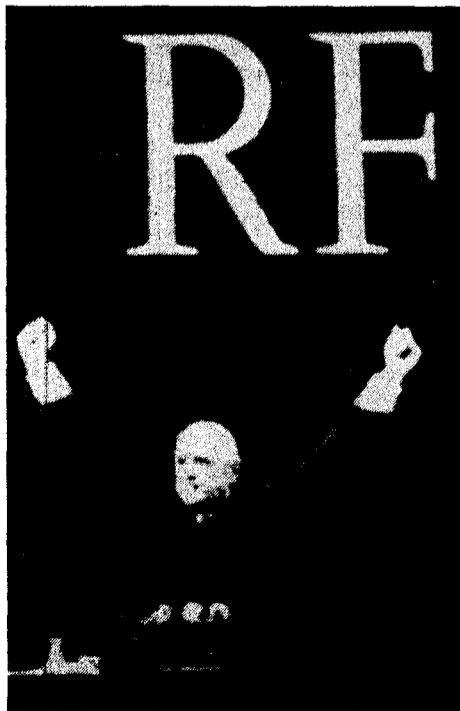
Ceci fut expliqué, il y a un peu plus de 80 ans, dans la fameuse polémique de Rosa Luxemburg *Réforme sociale ou Révolution?* contre Edouard Bernstein, le grand-père de tous les révisionnistes. Rappelons que Bernstein préconisait des coopératives de production (le terme du XIXe siècle pour autogestion) comme voie au socialisme. À propos de cette notion utopique réactionnaire, Luxemburg écrivait: "Mais dans l'économie capitaliste l'échange domine la production; à cause de la concurrence il exige, pour que puisse vivre l'entreprise, une exploitation impitoyable de la force de travail, c'est-à-dire la domination complète du processus de production par les intérêts capitalistes. Pratiquement, cela se traduit par la nécessité d'intensifier le travail, d'en raccourcir ou d'en prolonger la durée selon la conjoncture, d'embaucher ou de licencier la force de travail selon les besoins du marché, en un mot de pratiquer toutes méthodes bien connues qui permettent à une entreprise capitaliste de soutenir la concurrence des autres entreprises. D'où, pour la coopérative de production, la nécessité, contradictoire pour les ouvriers, de se gouverner eux-mêmes avec toute l'autorité absolue nécessaire et de jouer vis-à-vis d'eux-mêmes le rôle d'entrepreneurs capitalistes. De cette contradiction la coopérative de production meurt, en ce sens qu'elle redevient une entreprise capitaliste ou bien, au cas où les intérêts des ouvriers sont les plus forts, qu'elle se dissout."

Exactement de la même façon que le culte de l'autogestion a mené au barrisme de gauche, il a fourni par là même un pont idéologique entre le "gauchisme" de la période de l'après-Mai 68 et l'antisoviétisme de guerre froide de la social-démocratie de Mitterrand. Dans les années 70, les dirigeants autogestionnaires condamnèrent l'Union soviétique non pas pour ses déformations bureaucratiques et sa mauvaise gestion, mais pour l'existence même de la propriété étatique et de la planification économique centralisée. Si l'étatisme et le centralisme sont désignés comme les principaux ennemis, alors même l'Amérique de Reagan devient préférable à la Russie de Brejnev ou d'Andropov. Aux Etats-Unis, on parle de "socialistes du département d'Etat"; en France, on peut parler d'"autogestionnaires de l'OTAN".

REDEPLOIEMENT ET BATAILLE DE LORRAINE DE 1979

Encouragé par sa victoire aux élections législatives de mars 1978, le régime de Giscard-Barre poussa plus avant ses projets de redéploiement. Peu avant Noël, le gouvernement annonça 30 000 licenciements dans la sidérurgie comme faisant partie du plan Davignon pour le Marché commun, en vue de réduire la surcapacité de l'industrie sidérurgique ouest-européenne. Dans les vieilles villes lorraines sur le déclin, la réaction des ouvriers provoqua tout au long des premiers

Suite page 8



Wide World



Sygma

Front populaire...

Suite de la page 7

mois de 1979 quelque chose ressemblant à une guerre civile.

A Longwy, des ouvriers de l'usine sidérurgique d'Usinor non seulement occupèrent les bureaux de la direction et l'agence du Crédit Lyonnais, mais investirent également un relais de télévision, demandant que les chaînes nationales disent la vérité sur la situation au lieu des mensonges habituels. Le 23 février, 200 ouvriers sidérurgistes essayèrent d'entrer à coups de bulldozer dans le commissariat de police de Longwy. Il s'ensuivit une lutte de deux heures, les flics assiégés tirant des bombes lacrymogènes contre les ouvriers qui bombardaient le bâtiment avec des boules, des billes d'acier, des lingots d'acier et quelques cocktails Molotov. Alarmés par cette combativité, le député local du PCF et des représentants de la CGT appelèrent à aller assiéger les bureaux de l'Union patronale. Le bâtiment fut totalement saccagé: meubles, archives, tout fut jeté par la fenêtre et brûlé.

Dans le pays, la sympathie de l'opinion publique allait vers les ouvriers sidérurgistes désespérés. Un groupe de Longwy se rendit dans la ville voisine de Metz où le chanteur Johnny Halliday faisait une tournée; ils l'invitèrent à donner un récital à l'usine d'Usinor, où 5 900 licenciements étaient prévus. Halliday, surpris, expliqua qu'il serait "enchanté" si sa présence pouvait aider la cause des ouvriers.

Si la présence de la vedette donna une petite touche de fantaisie aux événements de Longwy, rien ne vint colorer la situation à Denain, la triste ville sidérurgique qu'Emile Zola avait choisie comme décor pour *Germinal*. Le 7 mars, un groupe d'ouvriers de l'usine d'Usinor prit

plusieurs cars pour la frontière afin d'arrêter les trains et les poids lourds transportant de l'acier étranger (élément de la campagne du PCF pour détourner les protestations des ouvriers sidérurgistes dans le national-chauvinisme). Au retour, un des cars fut pris dans une embuscade par les CRS haïs. Les CRS cassèrent les vitres, lancèrent des bombes lacrymogènes dans le car et refusèrent de laisser sortir les ouvriers -- aveuglés et suffocants.

Le lendemain, des milliers de sidérurgistes en colère entourèrent le commissariat de Denain et luttèrent contre les CRS à l'aide de barres d'acier et de boulons pendant 13 heures! A midi, une trêve fut déclarée pour permettre aux enfants de quitter l'école sains et saufs. Les CRS profitèrent de cette trêve pour lancer des bombes lacrymogènes contre les ouvriers auxquels les enfants s'étaient mêlés. Quelques bombes furent même retrouvées dans l'école. Complètement furieux, les ouvriers retournèrent au combat qui dura jusqu'à tard dans la nuit. A la fin, les CRS eurent recours aux armes à feu auxquelles les ouvriers répondirent à l'aide d'armes de petits calibres. Il y eut des blessés des deux côtés, bien que personne ne fût tué. Les bureaucrates de la CGT restaurèrent finalement le calme en concoctant un accord avec les autorités. Les groupes de CRS seront retirés de Denain et les ouvriers quitteront, seuls, le centre de la ville.

La bataille de Lorraine a marqué le niveau le plus aigu de la lutte des classes en France depuis Mai 68. En fait, tout le monde se demandait si les événements dramatiques de Longwy et Denain seraient l'étincelle d'une grève générale contre le gouvernement méprisé de Giscard-Barre. Une marche sur Paris le 23 mars, appelée du bout des lèvres par les dirigeants de la CGT et de la CFDT, montra clairement ce potentiel explosif. Drapeaux rouges au vent et aux accents de l'Internationale, des dizaines de milliers

de travailleurs scandaient: "Giscard, si tu continues, la classe ouvrière te bottera les fesses!" et "Tout est à nous, rien n'est à eux!" A ce moment, nous écrivions: "Des révolutionnaires trotskystes chercheraient à atteindre les manifestants avec un appel à organiser une véritable 'marche sur Paris' qui puisse rassembler les forces pour une grève générale illimitée pour l'expropriation des trusts de l'acier, contre les licenciements et la politique d'austérité du gouvernement capitaliste; pour le plein emploi et une réelle protection contre l'inflation avec l'échelle mobile des salaires et des heures de travail. Il était nécessaire de combattre les illusions front-populistes comme quoi tout pouvait être résolu en mettant simplement les réformistes et leurs partenaires bourgeois dans des fauteuils ministériels -- pour un 'nouveau Mai 68' qui aille jusqu'au bout, le pouvoir aux ouvriers!" ("Steel Workers Rock France" [Les ouvriers sidérurgistes secouent la France], *Workers Vanguard* n°228, 30 mars 1979). Cependant, les bureaucrates de la CGT et de la CFDT refusèrent d'étendre les actions industrielles au-delà des villes sidérurgiques de Lorraine, et le régime de Giscard réussit à désamorcer la crise en repoussant d'un an les licenciements.

Les événements en Lorraine début de l'année 1979 eurent sur le régime de Giscard un effet assez similaire à ceux de Mai 68 sur le régime gaulliste. Ils démolirent la prétention des giscardiens à être le "parti de l'ordre" et montrèrent le danger de nouvelles explosions sociales inhérent à leur programme économique "néo-libéral". Les projectiles des ouvriers sidérurgistes qui détruisirent le commissariat de police de Longwy portèrent un coup fatal à l'autorité du régime de Giscard; il n'allait pas survivre plus de deux ans.

(A suivre)

Traduit de
Workers Vanguard n° 339

Moscou visée...

Suite de la page 1

guerre américains bombarder le Liban, un sondage du *New York Times* et de la CBS montrait que pour la première fois le nombre d'Américains qui désapprouvent la politique étrangère de Reagan est significativement supérieur à ceux qui l'approuvent. Le gang Reagan lui-même s'est rendu compte que sa rhétorique va-t-en-guerre sans borne lui amenait des ennuis. D'après un haut responsable de la Maison Blanche, il y avait une inquiétude que "nous battons le tambour trop fort et qu'il était temps que Ronald Reagan, l'homme de paix, consolide son image" (*New York Times*, 30 septembre).

Ainsi, le 26 septembre à l'ONU, Reagan présentait-il une nouvelle proposition pour le "désarmement". Les USA déploieraient moins de Pershing-2 que ce qui est actuellement prévu, si les Russes démantelaient et détruisaient quelques-uns de leurs missiles SS-20 déjà déployés en Europe. Autrement dit, Reagan, continuant son grand mensonge du so-disant surarmement soviétique, réclamait comme d'habitude le désarmement unilatéral de l'URSS, combine avec un renforcement de l'arsenal de l'OTAN, lequel comprend déjà les missiles de portée intermédiaire français et britanniques et les missiles lancés de sous-marins croisant dans les eaux européennes. Les Soviétiques rejetèrent naturellement sans hésitation cette "proposition de paix" destinée à faire pencher de manière radicale le rapport des forces nucléaires en faveur de l'impérialisme. Dans sa réponse à Reagan, Andropov rappela au monde que "l'Etat soviétique a surmonté avec succès beaucoup d'épreuves, dont certaines cruciales, au cours de ses six dernières décennies et demie d'existence", affirmant plus loin que "le peuple soviétique peut être assuré que la capacité de défense de notre pays est maintenue à un tel niveau qu'il serait déconseillé à quiconque de s'engager dans une épreuve de force".

Mais le gang de Reagan cherche précisément une telle épreuve de force avec l'Union soviétique. Comme l'un d'eux le disait il y a quelques semaines, "Nous avons besoin de gagner quelque part, que ce soit en Amérique latine, au Moyen-Orient ou contre les Russes" (*New York Times*, 18 septembre). La classe dirigeante américaine veut restaurer le bref "siècle américain" de la fin des années 40 et des années 50, quand elle pouvait se livrer au chantage nucléaire contre l'Union soviétique, ce qu'elle faisait d'ailleurs. Mais aujourd'hui, l'URSS possède à peu près la parité nucléaire et elle n'est pas prête à permettre à Reagan et Cie d'atteindre, avec l'aide des Mitterrand et Thatcher, leur objectif déclaré: la "supériorité" militaire. La recherche n'importe où sur la planète d'une épreuve de force avec l'URSS mène droit à la troisième guerre mondiale. Ne cherchez pas les Russes!

Le danger aigu d'une troisième guerre mondiale n'est pas dû, comme le croient les libéraux américains et les Européens qui s'opposent aux missiles, à la "folle course à la guerre" des "deux superpuissances". La course à la guerre nucléaire est celle de l'impérialisme pour détruire le pays de la révolution d'Octobre, la plus grande victoire historique de la classe ouvrière mondiale. Soixante ans de dégénérescence bureaucratique stalinienne ont certainement terni l'éclat d'Octobre; l'URSS est aujourd'hui bien loin d'être le phare révolutionnaire international qu'elle était sous Lénine et Trotsky. Mais les conquêtes historiques de la Révolution bolchévique existent toujours -- la propriété socialisée et l'économie planifiée -- et il faut les défendre! C'est l'arsenal nucléaire soviétique qui a jusqu'à présent tenu en respect l'impérialisme US, qui l'a empêché d'envahir Cuba et de renverser Castro, d'employer les armes nucléaires au Vietnam. La puissance militaire soviétique, même entre les mains d'une caste bureaucratique nationaliste a permis au prolétariat mondial

KAL 007...

Suite de la page 3

une rafale de mitrailleuse des chasseurs soviétiques. Une "énorme erreur de navigation"? Comme par hasard, le secrétaire d'Etat Cyrus Vance était, à l'époque, en train de discuter du contrôle des armes à Moscou. Coïncidence?

Quant à l'affirmation qu'il est "impensable" que le KAL 007 ait pu assurer une mission d'espionnage, un spécialiste américain en matière de défense, Ernest Volkman, déclarait dans un interview que les Korean Air Lines, comme d'autres compagnies aériennes, étaient "fameuses" pour installer "des équipements photo et détecteurs" à bord de leurs appareils. De plus, on sait depuis 76, à l'occasion d'un scandale impliquant aux USA la KCIA (services secrets sud-coréens), que chaque vol de la KAL Los Angeles-Séoul comprend un ou deux agents de la KCIA. Une chose est certaine, il faut être fou pour prendre un avion de la KAL!

Il a été dit un peu partout que les USA n'avaient pas besoin d'avion espion, leurs satellites d'observation pouvant photographier "les bouillons sur le pont des croiseurs soviétiques". Un article très détaillé de la *Pravda* répond à cet argument fallacieux. L'article montre que le vol 007 a été retenu à Anchorage pendant 40 minutes pour synchroniser avec précision son approche des ports de Kamtchatka et de Sakhaline avec le passage du satellite espion américain "Ferret D". Ce satellite bourré d'appareils de contrôle radio a une orbite de 96 minutes autour de la terre. Il est passé une première fois au-dessus de la presqu'île de Kamtchatka à 1h30 (heure locale), c'est-à-dire au moment précis de l'intrusion du KAL 007 dans l'espace aérien soviétique, puis ensuite à 3h07, trois minutes après que le 747 eut commencé son survol des îles Sakhaline. Si cette information est exacte, la conclusion est évidente: le jet

coréen faisait partie d'une provocation bien préparée comprenant le satellite espion et le fameux RC-135. Dans ce trio, le vol 007 servait d'appât. Tout devient plus clair quand on sait que, d'après des "fuites" (parues dans le *New York Times* et ailleurs), le RC-135 volait dans les premières heures de la matinée du 31 août avec pour mission de collecter des informations sur un essai de missiles soviétiques dans le Kamtchatka. Le *Washington Post* du 7 septembre confirme que la mission du RC-135 était d'"évaluer la défense aérienne soviétique". Le journal de Washington continue en s'appuyant sur des déclarations de responsables des services secrets de l'Air Force: "C'est une pratique habituelle, disent-ils, pour les avions militaires américains d'essayer de 'chatouiller' les radars soviétiques pour qu'ils entrent en action. Ils disent que cela revient à voler assez proche des défenses aériennes pour amener les Soviétiques à activer leurs recherches par radar et peut-être leur système de tir contrôlé par radar, et [les amener] à parler de ce qu'ils voient et font en réponse à un avion non-identifié passant au-dessus d'eux." "Pratiques habituelles", n'est-ce pas? Mais le vol 007 n'était pas une "chatouille". Cet avion non-identifié faisait partie d'une Mission Grande Provocation.

NE CHERCHEZ PAS LES RUSSES!

Mais pourquoi piéger 200 vies humaines et plus dans une telle mission? David Baker dans son livre *The Shape of Wars to Come* [Les formes des guerres à venir], nous en donne une idée effrayante: "Les plans pour une intrusion massive dans des espaces aériens hostiles reposent sur une remise à jour constante pour se tenir au courant de l'emplacement des installations de défense et, surtout dans la dernière décennie, les Russes ont concentré leurs efforts dans la protection de leurs frontières contre les bombardiers

et autres intrus." Ainsi, en plus du survol de la base navale de Petropavlovsk de Kamtchatka et des installations aéronavales de Sakhaline, le KAL 007 a rendu un autre grand service aux analystes militaires américains: une intrusion massive dans un espace aérien hostile! Et il y a un scénario de guerre précis pour lequel une telle information est cruciale: une première frappe nucléaire!

Reagan, répondant à des critiques lui reprochant de ne pas prendre des sanctions plus sévères contre les Russes, déclarait: "En dehors de partir en guerre que veulent-ils qu'on fasse?" Il ne s'agit pas pour Reagan simplement d'une hyperbole rhétorique!

Aujourd'hui, le devoir des communistes, partout, est la défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique contre les attaques impérialistes, et ce, bien que Staline -- ce grand avocat de la "coexistence pacifique" avec les impérialistes -- ait usurpé le pouvoir politique à la classe ouvrière qui, dirigée par le parti bolchévique de Lénine et Trotsky, avait fait la première révolution prolétarienne au monde. Les généraux soviétiques savent bien, aujourd'hui, que la confiance criminelle de Staline dans le pacte de non-agression avec l'Allemagne nazie amena l'URSS au bord de la défaite par manque de préparation et précisément par absence de réaction aux provocations du type du vol KAL 007.

Il est clair que Reagan et Cie voient l'attachement des Russes à la "détente" comme une abjecte capitulation. Etant donné ce que nous savons de la mission de provocation de la KAL, nous ne pouvons qu'être reconnaissants que, pour citer le chef d'état-major des forces soviétiques, le maréchal Ogarkov, "les forces armées soviétiques protégeant les travailleurs pacifiques d'Union soviétique ont rempli honorablement leur devoir".

Quiconque a un brin d'intelligence conclura: "Ne cherchez pas les Russes!" ■

de gagner un temps précieux pour résoudre la question: socialisme ou holocauste nucléaire.

IMPERIALISTES, HORS DU LIBAN !

Partout dans le monde, Reagan cherche à ouvrir des fronts de guerre antisoviétique. Aujourd'hui, au Liban, est concentrée l'armée des USA. "Sa plus massive démonstration de force depuis le Vietnam", notait le journal américain *Philadelphia Inquirer* (13 septembre). Et Mitterrand, avec ses deux porte-avions et ses Super-Etendard, y apporte sa contribution d'impérialisme de deuxième zone. Tout comme il participe depuis plus d'un an, avec ses mercenaires paras, à la soi-disant "force d'interposition" (qui a permis le génocide de Sabra et Chatila), afin de renforcer l'influence de l'impérialisme français sur son ancien protectorat. Mais le Liban est un véritable bourbier pour les impérialistes. C'est vraiment impossible de gagner cette guerre. Les Marines et les paras ont une mission impossible: essayer de renforcer le gouvernement des gangsters des phalanges -- coupables de Sabra et Chatila, en collusion avec l'armée sioniste -- haïs par plus de 90% de la population libanaise. Mais derrière l'intervention militaire impérialiste au Liban au profit de la mafia des Gemayel, on trouve la course planétaire à la guerre antisoviétique. La Syrie, dont l'armée contrôle l'Est du Liban, est le principal Etat client des Soviétiques au Proche-Orient. Et les frontières de l'URSS elle-même ne sont qu'à quelques centaines de kilomètres au nord. Charles Percy, le Républicain libéral qui préside la commission des affaires étrangères au Sénat et qui a voté la War Powers Resolution, n'en reconnaissait pas moins: "Je ne pense pas qu'aucun de nous sache où cela mène. Cela pourrait mener à un conflit direct avec la Syrie ou à un conflit direct avec l'Union soviétique" (*New York Times*, 24 septembre). Les troupes impérialistes sont un détonateur de plus pour une troisième guerre mondiale.

ARRETEZ L'INSTALLATION DES MISSILES DE PREMIERE FRAPPE EN EUROPE!

La décision d'installer une nouvelle génération de missiles de portée intermédiaire, prise par l'OTAN en 1979, avait deux objectifs: 1) Les Pershing-2 sont destinés à augmenter la capacité de première frappe des impérialistes contre l'URSS; et 2) ils sont partie intégrante de la stratégie du Pentagone pour mener une guerre antisoviétique sur le "théâtre" européen. Les Allemands de l'Ouest, déjà effrayés par les scénarios américains pour une guerre nucléaire "limitée" sur le *Schlachtfeld Deutschland*, ont été "consternés" quand le journal des forces armées américaines, *Stars and Stripes*, publia un reportage sur une unité de l'armée américaine qui s'entraînait à creuser des fosses communes. Les photos illustrant cet article montraient des fosses communes creusées au bulldozer semblables à celles que les nazis utilisaient pour les victimes de l'holocauste. Un commentateur de la télévision demanda: "Est-ce que les militaires américains ne réalisent pas (...) qu'avec de telles pratiques macabres ils suggèrent qu'une guerre nucléaire est de plus en plus probable?" Un porte-parole de l'armée répondit qu'il ne fallait pas s'inquiéter: "On n'aura recours aux fosses communes que dans le cas de pertes massives."

La peur d'être sacrifiés comme des pions dans une guerre entre les "superpuissances" a alimenté la remontée du nationalisme allemand qui se pare maintenant de couleurs de "gauche". Naturellement, les masses allemandes ne veulent pas être anéanties. Mais derrière le nationalisme du "mouvement de la paix" se trouvent les appétits revanchards de l'impérialisme allemand pour reconquérir l'Europe de l'Est. Ainsi, Rudolf Bahro, ex-stalinien est-allemand devenu un "vert" anticommuniste, applaudit au bellicisme effréné de Reagan

parce qu'il ne peut que favoriser nos objectifs -- que les deux parties de l'Allemagne et de l'Europe se retirent des deux blocs militaires et la neutralisation de l'Europe" (*New York Times*, 30 septembre). Cet appel à peine déguisé à la contre-révolution capitaliste en Allemagne de l'Est est vraiment un appel à un "Quatrième Reich" pour dominer l'Europe, cette fois sous la direction du capitalisme allemand "démocratique". Comme pendant les deux guerres mondiales précédentes, l'obstacle militaire fondamental sera la Russie.

L'impérialisme allemand n'est pas plus pacifique que ses alliés américain et français. Il a simplement une stratégie différente de celles des reaganiens, maniaques de la première frappe, pour reconquérir les Etats ouvriers bureaucratiquement dégénéré et déformés du bloc soviétique. Comme l'écrivait l'année dernière la *Trotzkistische Liga Deutschlands (TLD)*, section allemande de la tendance spartaciste internationale: "Les banquiers allemands ne veulent pas maintenant d'une troisième guerre mondiale, que ce soit avec des armes nucléaires ou conventionnelles, parce que maintenant ils la perdraient. Ainsi la bourgeoisie allemande cherche-t-elle à miner les économies planifiées par des crédits, la fourniture de marchandises et des projets bilatéraux, et en même temps à les pénétrer avec l'idéologie bourgeoise parée des oripeaux sociaux-démocrates avec le soutien de la bureaucratie stalinienne corrompue" ("L'inquiétante résurgence du nationalisme allemand", *Spartacist* édition anglaise n°35, automne 1983). Mais on peut mobiliser sur un programme communiste la crainte légitime de

Trotsky sur le pacifisme petit-bourgeois

"52. En tant que courant indépendant, le pacifisme petit-bourgeois de gauche part des prémisses qu'il serait possible d'assurer la paix par des moyens particuliers, spéciaux, extérieurs à la lutte de classe du prolétariat, à la révolution socialiste (...)

"Exploitant l'attachement naturel des masses pour la paix et le dévoyant, les pacifistes petits-bourgeois se transforment ainsi, en définitive, en soutiens inconscients de l'impérialisme. En cas de guerre, l'écrasante majorité des alliés pacifistes se retrouvera dans le camp de la bourgeoisie et utilisera l'autorité que la IIIe Internationale [de Staline] leur a conférée par son tapage publicitaire en désorientant l'avant-garde par le patriotisme." ("La guerre et la Quatrième Internationale", 10 juin 1934)."

l'anéantissement nucléaire et les sentiments nationaux des masses allemandes. Nos camarades de la TLD appellent à la réunification révolutionnaire de l'Allemagne, moteur pour les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Et on peut arrêter les missiles, mais pas en faisant des chaînes humaines et par la désobéissance civique, les référendums populaires et autres rêves petits-bourgeois utopiques. Ce qui est nécessaire, c'est la mobilisation du puissant prolétariat allemand contre la course à la guerre antisoviétique. Alors que le "mouvement de la paix" continue son action en organisant des manifestations de masse impuissantes contre le déploiement des Pershing et des missiles de croisière, prévu pour la fin de ce mois, les trotskystes allemands exigent: "Arrêtez les armes de première frappe de l'OTAN par des grèves ouvrières!" (*Spartakist* n° 48, octobre). L'appel à une action ouvrière contre les missiles n'est pas un cri dans le désert. Ainsi, pour le prochain congrès du syndicat de la métallurgie, quelque 58 résolutions ont-elles été proposées sur la question des missiles, dont certaines préconisent des arrêts de travail. (La réponse des dirigeants syndicaux a été une "grève d'avertissement de cinq minutes!") La TLD a répondu en réclamant une grève générale de 48 heures contre le déploiement des Pershing et des missiles de croisière. En liaison avec les récentes grèves avec occupations d'usines dans les chantiers navals de Brême et de Hambourg, cela peut préparer un véritable "automne chaud" pour la bourgeoisie allemande et chasser le gouvernement Kohl au travers des grèves.

PAS D'ILLUSIONS DANS LA DETENTE ! REVOLUTION OUVRIERE !

Les successeurs de Staline au Kremlin essaient une fois de plus de faire un marché avec le nationalisme allemand résurgent, espérant (agissant comme d'habitude à courte vue) diviser les impérialistes d'Europe occidentale et l'Amérique de Reagan. Reagan, effectivement, a fait clairement comprendre que ce n'est pas à la politique des Soviétiques, des Etats ouvriers déformés vietnamiens, cubains ou polonais et du régime nationaliste petit-bourgeois des sandinistes qu'il s'oppose, mais à leur existence même. Et s'il est vrai que les reaganiens sont dévorés par leur folie de première frappe, l'idée que Thatcher, Mitterrand ou Kohl sont "épris de paix" est une bien dangereuse illusion. Défendant son arsenal nucléaire devant l'ONU, Mitterrand, le champion social-démocrate de la guerre froide, proclamait: "Mon pays est indépendant" et la France "ne s'exposerait pas au risque de voir la modernisation de sa défense passer sous le contrôle des deux superpuissances". Cependant, il ne fait aucun doute que ce sont les Soviétiques qui sont la cible de la force de frappe française "indépendante", à laquelle les dirigeants du PCF donnent un criminel soutien. Une nouvelle fois, le front-populisme démontre son opposition à une véritable défense de l'URSS. Depuis 1935 et le pacte Laval-Staline, le PCF, devenu un parti réformiste, voit la "défense" de l'URSS au travers du schéma réactionnaire de la bureaucratie stalinienne de "coexistence pacifique" avec l'impérialisme et il recherche des alliances de front populaire avec des éléments "progres-

des profits en période de crise. Parce que c'est une menace contre les peuples en lutte, et parce que c'est, il faut le dire, une volonté d'affaiblir l'économie des pays de l'Est." Les Pershing, une arme économique!? Juste après, Krivine donnait d'ailleurs la conception toute particulière qu'il a de la "défense" des acquis ouvriers dans les pays du bloc soviétique: "(...) nous sommes convaincus que l'existence de Solidarnosc en Pologne, ça fait dix fois plus contre l'impérialisme américain que deux ou trois fusées soviétiques." Solidarnosc n'est pas seulement ces cléricaux-nationalistes pro-capitalistes et adorateurs de l'Occident, ce sont aussi des partisans des Pershing en Europe qui vitupèrent, comme Reagan et Mitterrand, contre les "pacifistes manipulés par le Kremlin". Et la LCR soutient ces "pacifistes" d'Europe de l'Est qui appellent au désarmement des Etats ouvriers, pendant qu'en France elle prêche l'unité du mouvement "pacifiste" avec le CODENE-CFDT, dont Krivine lui-même caractérise la politique de pro-impérialiste.

Depuis la crise des missiles de Cuba en 1962, les dirigeants soviétiques ont compris la nécessité de s'armer face à l'impérialisme. Cependant, on ne peut éliminer le danger contre-révolutionnaire simplement par une action militaire. Dans sa déclaration à la *Pravda*, Andropov répondit à Reagan: "Ceux qui s'en sont pris à l'intégrité de notre Etat, à son indépendance et à notre système se sont retrouvés dans la poubelle de l'Histoire" (*New York Times*, 29 septembre). C'était vrai pour Hitler; mais aujourd'hui l'URSS est confrontée à une résurgence de l'impérialisme allemand. En fait, les dirigeants actuels du Japon et de l'Allemagne de l'Ouest, dont beaucoup ont des liens directs avec les régimes fascistes précédents, ont été mis en place par l'ancien allié "démocratique" de Moscou, Washington, dès que les USA eurent écrasé leurs rivaux impérialistes pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Prenant la parole devant le septième congrès du Parti communiste russe (bolchévik) en mars 1918, Lénine déclarait solennellement: "(...) l'impérialisme international, avec toute la puissance de son capital, avec sa technique militaire perfectionnée (...) ne pouvait en aucun cas, sous aucune condition, s'accommoder d'une existence aux côtés de la République des Soviets (...). Là est la plus grande difficulté de la Révolution russe, son plus grand problème historique: la nécessité de résoudre les problèmes internationaux, la nécessité de susciter une révolution internationale, d'opérer le passage de notre révolution, étroitement nationale, à la révolution mondiale" ("Rapport sur la guerre et la paix devant le septième congrès du PC(B)R", *Oeuvres*, tome 27). Aujourd'hui, l'Union soviétique est menacée non seulement par des bruits de bottes mais par de réels plans de guerre. Un prolétariat conscient, dirigé par une avant-garde léniniste-trotskyste, doit défendre de façon inconditionnelle le bloc soviétique contre les attaques des impérialistes; il doit chasser les bureaucrates staliniens qui cherchent une impossible "coexistence pacifique" avec l'impérialisme; il doit arracher le pouvoir aux capitalistes avant qu'il ne soit trop tard. Et nous n'avons plus beaucoup de temps devant nous.

Adapté de *Workers Vanguard* n°339

Abonnez-vous!
WORKERS VANGUARD
 Down With Reagan's Anti-Soviet War Drive!
Don't Mess With the Russians!
 24 nos: 150F par avion/40F par mer
 LE BOLCHEVIK B.P. 135-10
 75463 Paris Cedex 10

Campagne anti-immigrés...

Suite de la page 12

Le front populaire par ses temporisations, ses concessions, ses attaques en règle contre la classe ouvrière, prépare le terrain à un nouveau pouvoir fort. Pendant que les réformistes font des sermons sur la "légalité" républicaine, les réactionnaires coordonnent habilement les "gros coups" électoraux avec les manifestations de masse de la petite-bourgeoisie enragée, les provocations armées contre les immigrés et les organisations de gauche, la sinistre "répétition générale" de la manifestation policière du 3 juin. Que les crétiens parlementaristes de la LCR réfléchissent sur cette leçon de la lutte des classes!

Mais, dans sa concurrence obscène avec les réactionnaires -- jouant la carte du racisme anti-immigrés et lâchant la bride aux flics-bourreaux contre les jeunes maghrébins --, le front populaire prend la coloration de ses opposants. Comme Allende a hissé le "constitutionnaliste" Pinochet au pouvoir pour rassurer l'armée. Pour ceux qui pensent que "la France n'est pas le Chili", le Front populaire des années trente a déjà donné le spectacle d'un front populaire qui se retourne contre sa propre base. En 1937, les flics de Blum tiraient sur les ouvriers venus empêcher un rassemblement fasciste à Clichy. Un an après, le gouvernement Daladier, avec ses "décrets-lois", balayait les acquis de Juin 36, ramenant la semaine de travail de 40 heures à plus de 50. Et plus encore, le parlement du Front populaire a voté les pleins pouvoirs à Pétain. Le gouvernement Mitterrand prépare de nouveaux Clichy!

Il n'est pas exclu que Mitterrand lui-même essaie de s'ériger en bonaparte, de passer par-dessus la tête des pantins du PS et de reposer purement et simplement sur l'appareil étatique. Il a déjà proféré des menaces sinistres dans son discours du 15 septembre. Il rappelait aux ouvriers "corporatistes", qui refusent l'austérité, que "le premier geste de la Révolution de 1789 [fut] de se débarrasser des corporations avec la loi Le Chapelier". Effectivement, la bourgeoisie triomphante essayait déjà, au travers de cette loi, d'interdire les tout premiers syndicats ouvriers!

Dans ce contexte, les exploits du capitaine Barril prennent une signification particulière. La "cellule élyséenne" a été ajoutée à la structure déjà éléphantasque des divers corps policiers de l'Etat, en tant que police privée de Mitterrand. L'équipe Prouteau-Barril, hélas pour les sociaux-démocrates, semble avoir un pied dans l'autre camp. Mais ses machinations contre les trois Irlandais de Vincennes, son coup d'Etat manqué à Haïti, etc., au-delà de leurs aspects comiques montrent bien que Mitterrand, comme ses prédécesseurs, est prêt à recourir aux méthodes policières entravées par aucune loi, aucun scrutin, etc.

DREUX: UNE LECON TOUTE FRAICHE

Mais c'est le fascisme qui projette son ombre à travers la France. Le Pen, le tortionnaire de la guerre

d'Algérie, devient un politicien "respectable" d'envergure nationale. Ses nervis encadrent les troupes petites-bourgeoises lancées contre le pouvoir par l'opposition bourgeoise. Le racisme anti-immigrés dans ses mains devient une arme fantastique pour capter les frustrations des ouvriers arriérés.

On le sait depuis mars, quand le front populaire, brandissant à son tour l'épouvantail de l'"insécurité", a donné raison aux démagogues racistes et les a légitimés. Au coeur même de Paris, Le Pen avait ainsi remporté des milliers de voix. Dreux, une petite ville de province, ne pouvait pas être un test décisif dans la lutte de classe. La classe ouvrière n'a pas subi une défaite majeure à Dreux. Mais pourquoi les médias ont-elles braqué leurs projecteurs sur Dreux?

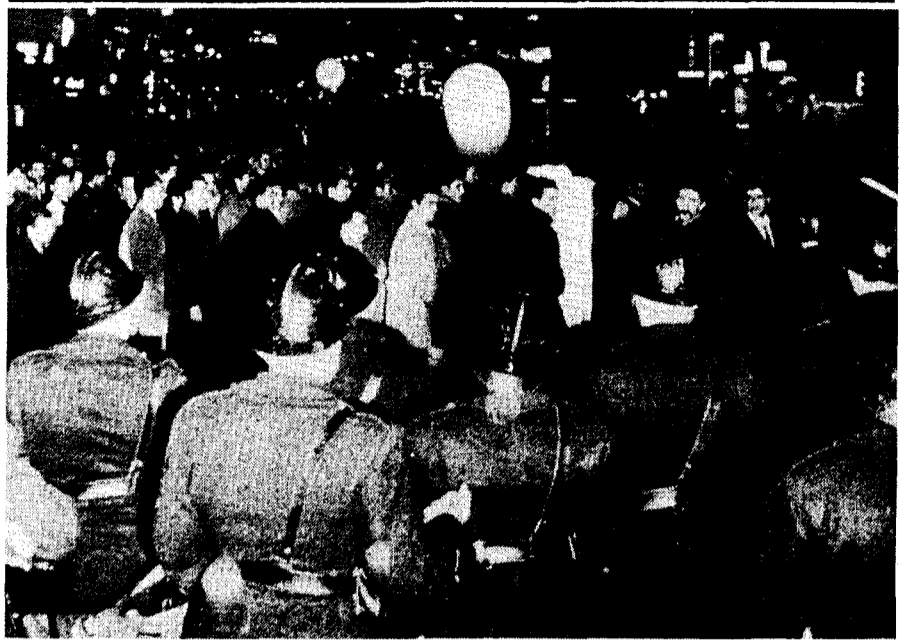
Dreux n'a fait que souligner que c'est au travers de la question raciale que la réaction entend revenir au pouvoir. Mais le front populaire a propulsé Dreux à l'avant-scène dans le but d'une misérable manoeuvre parlementaire parce que, cette fois, le RPR, l'UDF et les fascistes étaient dans un bloc explicite. Mais Chirac et Cie n'étaient nullement embarrassés d'admettre l'existence d'un bloc qui existe depuis un an.

La LCR de Krivine s'est précipitée pour jouer le rôle d'agent électoral pour les sociaux-démocrates à Dreux. Quand la défaite de Picquet a été annoncée, ces entremetteurs pour le front populaire se sont permis ce soir-là une manifestation de "militantisme" à bon marché en s'appuyant sur une explosion de rage impuissante. Chercher la bagarre avec les nervis de Stirbois dans une ville quadrillée par les CRS, c'était exposer les jeunes immigrés de Dreux au danger d'un massacre. Mais cet accès de mauvaise humeur n'avait rien à voir avec la mobilisation de la classe ouvrière contre la pègre fasciste, car nos héros "antifascistes" se sont retrouvés sous les fenêtres d'un Picquet en larmes. Pour lui demander quoi?

Le lendemain, le gouvernement a tiré ses leçons de l'affaire de Dreux... en offrant à Chirac d'élaborer ensemble une politique anti-immigrés. Ensuite, les flics investissaient la rue Saint-Denis à Paris et d'autres quartiers pour rafler les sans-papiers. Voilà à quoi mène le soutien électoral de la LCR au front populaire au nom de "batter la droite"! Nous le répétons: le front populaire pave la voie à la réaction!

Sous l'égide de Defferre, la flicaille s'est vue réaffirmée son autorisation de tuer qui bon lui semble -- un "droit" obtenu une fois de plus la semaine dernière quand Evra, un motard des brigades de nuit, s'est fait acquitter pour avoir abattu deux personnes. C'est en se battant pour mobiliser la puissance de la classe ouvrière -- en particulier les travailleurs immigrés des secteurs industriels clés -- qu'on peut obtenir des droits démocratiques aussi élémentaires que l'emprisonnement des flics-bourreaux, comme produit d'une riposte généralisée contre les attaques du gouvernement. Les protestations telles que le tour de France organisé par des jeunes des Minguettes reviennent à une espèce de témoignage moral. Est-il vraiment besoin de démontrer encore et encore que les jeunes immigrés sont les victimes innocentes de la terreur policière? Non, il faut trouver le programme politique qui peut mobiliser la puissance sociale de la classe

17 Octobre 1961



Keystone

Le 17 octobre 1961, 30 000 ouvriers algériens manifestent dans les rues de Paris pour l'indépendance de l'Algérie et contre le couvre-feu raciste qui interdit aux Algériens de sortir dans les rues après 20h30. Quand les cortèges atteignent le centre de la capitale, la police parisienne et les CRS se livrent à une gigantesque et sanglante ratonnade: des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants sont massacrés à coups de matraques et de mitraillettes, piétinés, jetés dans la Seine, des centaines d'autres blessés. 21 000 manifestants sont jetés dans des stades transformés en camps de concentration; la plupart, dont beaucoup sont blessés, y resteront une semaine sans manger, battus et terrorisés par les "gardiens de la paix"; des centaines laisseront là leur vie. La bourgeoisie française voudrait

bien effacer le souvenir de ce crime abject, qui évoque les pires atrocités des nazis -- le préfet de police de Paris d'alors était ce même Papon qui envoya plusieurs milliers de Juifs français dans les chambres à gaz d'Hitler. Et le PCF et le PS (alors SFIO), qui abandonnèrent les manifestants à la répression, comme ils refusèrent de mobiliser la classe ouvrière française contre les guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie, se joignent à cette conspiration du silence qui continue toujours aujourd'hui.

Mais la classe ouvrière n'oubliera pas ses martyrs; les tortionnaires de l'impérialisme français, les Papon, Massu et autres Mitterrand, devront, le jour venu, répondre de leurs crimes devant le prolétariat victorieux. Vengeance pour les martyrs d'octobre à Paris!

ouvrière pour faire reculer ces chiens enragés (et un jour en finir avec).

LE PROLETARIAT DOIT LUTTER POUR LE POUVOIR

L'arène électorale, c'est un miroir déformant. Seule la lutte révolutionnaire met à nu le véritable rapport des forces entre les classes. Dans cette lutte, le prolétariat développe une force infiniment supérieure à son expression au parlement. Devant la puissance sociale des gros bataillons de la classe ouvrière, la base petite-bourgeoise des fascistes, même si elle se compte par milliers, n'est qu'une poussière humaine.

Les scores électoraux des tueurs fascistes devaient tirer des sonnettes d'alarme. Non parce qu'il s'agit d'un véritable mouvement de masse -- les débats dans la presse bourgeoise là-dessus sont stériles --, mais parce qu'ils représentent une tolérance ou un soutien passif au terrorisme anti-immigrés. On assiste à la banalisation du meurtre raciste.

Le fascisme doit être écrasé dans l'oeuf. Voilà un des meilleurs moyens de donner un coup d'arrêt à la montée du danger bonapartiste dont ils représentent la cavalerie légère. Mais la mobilisation ouvrière pour balayer les rues de la vermine réactionnaire doit faire partie d'une riposte politique contre l'austérité et l'offensive anti-immigrés. Il faut rompre avec Mitterrand -- pour se battre pour un programme de pouvoir prolétarien!

Dans l'affolement général devant les pertes électorales du front populaire, le PCF cherche désespérément un moyen d'éviter de couler avec Mitterrand. "La gauche s'est affaiblie dans le pays", geint Marchais, qui met en cause l'austérité gouvernementale. Mais, il ajoute: "Il faut rester au gouvernement et se battre." Se battre pour quoi? Une France encore

plus retranchée derrière les barrières douanières. Au nom de "Produisons français", le PCF accepte "la mobilité de l'emploi" dans l'automobile; pour garder "l'emploi français", il prône une espèce d'"aide au retour" pour les travailleurs immigrés. C'est exacerber la division raciale de la classe ouvrière; une trahison qui devient de plus en plus puante depuis Vitry, en 1980 -- une provocation chauvine qu'aujourd'hui les fascistes renvoient à la tête des "eurostaliniens".

"Refuser l'austérité" clame la LCR. Comment? A coups de cartes postales à envoyer au gouvernement contre les licenciements dans l'automobile? Un gadget encore plus débile que les fameuses pétitions des lamberdistes. Serait-ce un moyen pour relancer l'industrie du papier? Mais aucun ouvrier conscient ne peut prendre au sérieux l'explication de ces "marxistes" comme quoi Mitterrand lance des attaques en règle contre son niveau de vie pour les beaux yeux de Gattaz. En fait, sociaux-démocrates et staliniens offrent à la classe ouvrière le choix entre la scie de l'inflation et le simple couteau de la déflation. La LCR ne peut pas reconnaître cette simple vérité, car elle cherche à cacher aux ouvriers le programme consolidé du gouvernement mitterrandiste, qui veut résoudre la crise capitaliste sur le dos des travailleurs. Avouer cela, c'est avouer l'utopisme criminel de ses projets pour faire pression sur le front populaire, un opportunisme qui devient tout simplement suicidaire quand ce gouvernement se retourne contre sa base ouvrière!

Les échéances sont telles que se battre pour les revendications démocratiques les plus élémentaires est hors de portée de la LCR, car cela implique une confrontation directe avec ce front populaire social-chauvin et antisoviétique. La question de la ségrégation des immigrés à

LE BOLCHEVIK
السيفيك
 يسقط الرعب العنصري!
 جميع الحقوق الوطنية
 للمهاجرين!

Maintenant disponible en langue arabe:

A BAS LA TERREUR RACISTE!
 PLEINS DROITS DE CITOYENNETE
 POUR LES IMMIGRES!

2 F Commande:
 (port inclus) Le Bolchévik
 B.P. 135-10
 75463 Paris cédex 10

tous les niveaux de la société française est ramenée aux revendications mesquines du droit de vote et de la carte unique de 10 ans, et son front unique large antiraciste est élargi jusqu'aux flics "démocratiques" de la FASP. Aujourd'hui, il semble que la LCR trouve "gauchistes" nos mots d'ordre "Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés" et "Flics hors des quartiers immigrés".

Que les militants de la LCR jettent un coup d'oeil à la Suède, ce "paradis" social-démocrate qui inspire son programme "maximum" pour les immigrés. Le droit de voter dans les municipales n'empêche pas du tout les sauvages attaques racistes contre les travailleurs immigrés. Mais déjà, que peuvent-ils répondre aux jeunes maghrébins de la deuxième génération, "citoyens français", traqués par les flics assassins? La lutte pour les pleins droits de citoyenneté doit être liée à la lutte pour briser la ségrégation matérielle -- dans le logement, l'emploi, le système scolaire -- que subissent les communautés immigrées dans la France capitaliste.

Lutter pour l'unité de la classe ouvrière face aux attaques racistes n'est pas un travail annexe, entrepris pour apaiser l'indigestion morale des petits-bourgeois de gauche culpabilisés. Arrêter cette sinistre "chasse aux faciès" anti-immigrés, c'est protéger les travailleurs maghrébins de l'automobile, le secteur le plus combatif de la classe ouvrière. Inversement, combattre l'oppression raciale n'est pas une question de pédagogie; seule une puissante riposte ouvrière peut miner la base matérielle de la division nationale/raciale du prolétariat dans une lutte commune contre les ravages de la crise capitaliste.

Cette riposte ne peut pas être un "refus" des grognards, mais un programme pour la reconstruction socialiste de la France se basant sur les besoins brûlants et actuels de la classe ouvrière: Pas un seul licenciement! Contre toute discrimination dans les salaires et les classifications -- grille unique des salaires! Programmes spéciaux sous contrôle syndical pour une meilleure qualification des femmes et des immigrés! Augmentation de salaire sur toute la grille! Echelle mobile des salaires et des heures de travail -- partage du travail existant entre toutes les mains ouvrières sans perte de salaire! Election de comités de grève! Occupation des usines! Contrôle ouvrier sur la production, tremplin vers l'expropriation de la bourgeoisie par un gouvernement ouvrier reposant sur les organes de lutte extra-parlementaire du prolétariat!

Mais pour cela, il faut battre en brèche la campagne raciste qui empoisonne le climat politique actuel en France. Non aux expulsions! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés! A travail égal, salaire égal! A bas toute discrimination dans l'emploi, comme dans le logement et les services sociaux! Flics hors des quartiers immigrés! Emprisonnez les flics assassins!

Il faut briser net la dynamique de l'arbitraire policier, déclenchée avant les municipales et qui a trouvé son expression la plus sinistre dans la manifestation policière de juin, quand les flics exigeaient d'avoir les mains libres pour leur guerre ouverte contre la population immigrée.

Il faut s'attaquer à la jungle des appareils policiers, lourd héritage de décennies de régimes bonapartistes. Liquidation des brigades d'intervention, brigades du métro, brigades de nuit et tous les corps d'exception, spécialisés dans la terreur anti-ouvrière et anti-immigrée, jusqu'aux CRS et gardes mobiles! Qu'on se souvienne du "socialiste" Jules Moch, qui a brisé les grèves de 1947-48 en s'appuyant sur les CRS et la troupe. Durant ces semaines de lutte de classe intense, la base du front populaire de l'époque s'est rétrécie aux bandes armées du capital; les mêmes qui, dix ans plus tard, allaient jouer un rôle primordial dans la prise du pouvoir de de Gaulle... Mais ce n'est pas en cherchant des flics "démocratiques", en demandant

une "réforme" de la police, mais dans la lutte autour des mots d'ordre de liquidation des sinistres, forces d'exception que peuvent être posées la nécessité et la possibilité d'un assaut contre l'Etat fort et de la destruction de l'Etat bourgeois tout court.

Ainsi, la lutte contre la terreur policière passe par l'organisation de groupes de défense ouvriers/immigrés, la transformation des piquets de grèves en véritables milices ouvrières et l'armement général du prolétariat! La lutte pour de telles organisations ne peut pas être repoussée dans un avenir lointain. La victoire révolutionnaire devient possible seulement comme résultat d'une longue agitation politique menée par un parti d'avant-garde léniniste

et trotskyste. Mais le conflit armé doit être lui-même préparé à l'avance.

La question est: les ouvriers avancés se laisseront-ils attaquer impunément et se faire battre par petits bouts, ou répliqueront-ils coup pour coup, réveillant le courage des opprimés et les rassemblant autour de leur drapeau? Une situation révolutionnaire ne tombe pas du ciel. Elle prend forme avec l'intervention active de la classe révolutionnaire et de son avant-garde! Il est aujourd'hui évident pour nombre d'ouvriers conscients qu'il faut lutter. Mais pour gagner, les militants qui cherchent à organiser de telles luttes, qui cherchent une boussole pour l'action, doivent s'emparer et faire leur le programme révolutionnaire, le programme trotskyste.

Des ouvriers de Renault...

Suite de la page 12

le monde qui aura la tête sur le billot si les capitalistes arrivent à faire passer ces licenciements massifs et s'ils réussissent à attiser les divisions raciales". Les signataires de Cléon, dont 20% d'immigrés (10% dans l'usine), demandent une grève générale de l'automobile non seulement contre tout licenciement, mais aussi "en solidarité avec les revendications de reclassification des OS et pour repousser les attaques racistes".

BRISEZ L'ETAU DES BUREAUCRATES !

La pétition de Cléon révèle une volonté de se battre contre les attaques gouvernementales: plus de la moitié des syndiqués contactés ont signé, beaucoup en ajoutant: "C'est vrai, il faut une action de masse!" De nombreux ouvriers combattifs en accord n'ont pu le faire: ils avaient quitté la CGT dans le mouvement de désyndicalisation qu'on peut constater depuis plusieurs mois. Certains, démoralisés, au lieu de reprendre leur carte expliquèrent qu'ils ne voyaient plus d'intérêt à faire partie d'un syndicat "qui est au gouvernement". Les dirigeants syndicaux réformistes, chiens de garde de la politique anti-ouvrière de Mitterrand, minent l'instrument élémentaire de défense ouvrière qu'est le syndicat.

Cette politique de sabotage de la combativité ouvrière, les dirigeants réformistes de la CGT vont en administrer une nouvelle preuve à la réunion du 27 septembre de la commission exécutive de Renault-Cléon. Le secrétaire de la CGT-Cléon provoqua un vote contre la participation à la réunion des initiateurs de la pétition et expliqua sans détour: ce n'est pas la ligne de la CGT. Nous ne sommes pas pour les grèves; nous sommes pour des actions "constructives".

Et quelques jours après, le tract de la CGT répondait au sentiment suscité par la pétition: "Nous l'avons dit et répété, pour lancer une action, il faut être sûr d'avoir la majorité des travailleurs dans l'action (...).

Par conséquent, nous ne lancerons pas le mot d'ordre de grève générale le 6 octobre au niveau de Cléon." Comme d'habitude, les bureaucrates camouflèrent leur refus de mobiliser derrière l'argument que "les travailleurs ne sont pas prêts", mais ils se gardèrent bien de convoquer l'assemblée générale de syndiqués que réclamait la pétition justement pour discuter de la nécessité d'une grève générale! Ils ne firent même rien pour leur propre "journée d'action" du 6 octobre de crainte qu'elle soit transformée en tremplin pour une véritable mobilisation...

Et donc si la manifestation du 6 octobre à Rouen rassembla près de 2 000 personnes, ce fut sans le traditionnel cortège de Renault-Cléon. Dans une région ouvrière que la bourgeoisie et son gouvernement sont en train de transformer en désert industriel, les bureaucrates du PCF et de la CGT ont choisi de concentrer leur politique sur la Chapelle-Darblay, en en faisant un "test" régional et même national. Test non de lutte dans une entreprise (d'ailleurs si désuète et dépassée par la concurrence que les capitalistes ne veulent pratiquement plus rien y produire), mais un test pour montrer qu'ils sont meilleurs gestionnaires que les patrons!

A la Chapelle, ce qu'il fallait et qu'il faut encore faire, c'est une véritable occupation, soutenue par une mobilisation de toute la région. Dans la région où Renault-Cléon est central, une grève de l'automobile pourrait bien être le pivot autour duquel s'articule une véritable lutte régionale pour l'emploi. Une véritable occupation, de véritables piquets de masse organisés à partir des usines de la région, pourraient mettre en échec les attaques combinées de la maîtrise, organisée par le RPR, et des forces policières et CRS pour reprendre les deux usines.

LCR ET LO A LA RESCOUSSE DES BUREAUCRATES

Quant à la LCR, elle a refusé de signer la pétition, parce qu'on "se coupe des gens qui auraient pu signer sur des bases plus larges"! Voilà une étrange logique qui met une hypothétique charrue avant des boeufs bien réels, et qui préfère s'abstenir de se joindre aux ouvriers les plus conscients de l'usine. La LCR, qui en général se met à la remorque de tout ce qui bouge, a cette fois tourné le dos à une importante initiative par dépit et avec un évident sectarisme.

La réalité derrière le bavardage sur les "masses", c'est que c'est des bureaucrates dont la LCR ne veut pas se couper. Ainsi, à la réunion de la commission exécutive qui a refusé le droit de parole aux initiateurs de la pétition, le militant qui se réclame des positions de la LCR n'a pas protesté, ni même ouvert la bouche. La "démocratie ouvrière" dont la LCR se gargarise, c'est bon pour ses blocs avec des bureaucrates sociaux-démocrates style "Union dans les luttes", pas pour les révolutionnaires!

Quant à LO, un de ses militants de la CGT expliqua qu'il refusait de signer une pétition qui n'était

adressée qu'aux militants CGT. Certes, les syndicats en France n'organisent qu'une minorité de la classe ouvrière; et la perspective des comités de grève est cruciale pour dépasser la division syndicale et donner une direction alternative à la classe ouvrière. Mais le refus de LO de s'affronter directement à la bureaucratie syndicale n'est qu'une façon -- économe -- de capituler devant les directions réformistes. Il est significatif que le militant de LO ait repoussé la pétition comme "corporatiste". Corporatiste, une grève générale de l'automobile? Mais, au fond, pour LO, le problème n'est pas comment engager la riposte de la classe ouvrière. LO pense comme les bureaucrates que, n'importe comment, "les travailleurs ne veulent pas lutter".

La perspective de la grève générale de l'industrie automobile que trace la pétition est la seule perspective pour mettre en échec l'attaque d'envergure du patronat et de son gouvernement. Et une telle grève pour l'emploi devra inscrire bien haut sur son drapeau de lutte les revendications contre les attaques et mesures discriminatoires qui frappent les travailleurs maghrébins et africains -- le fer de lance des grèves de l'automobile. Mais pour gagner cette grève, les travailleurs devront occuper leurs usines et arrêter totalement la production par des piquets de grève qui défendront aussi la grève contre les flics et autres terroristes tels les gangsters de la CSL. Pour briser la résistance des bureaucrates capitulards qui organisent la démobilisation, il faudra constituer des comités de grève démocratiquement élus, avec les délégués révocables à tout moment.

Mais une grève générale de l'automobile n'est pas la perspective pour les seuls travailleurs de l'automobile. Une telle mobilisation de ce secteur aussi décisif et combatif pourrait bien être le détonateur pour une riposte de toute la classe ouvrière, qui fait face aux attaques d'un gouvernement "de gauche" et qui voit se dresser les forces menaçantes de la réaction. Oui, il est possible de stopper et de retourner la situation! ■

Rouen, 18 octobre -- Les commandos patronaux couverts par les flics ont réussi hier à prendre d'assaut l'usine des Papeteries de La Chapelle-Darblay à Grand-Couronne, alors qu'une dizaine de cars de flics menaçaient l'usine de Saint-Etienne-du-Rouvray. Du côté des bureaucrates, le silence était assourdissant. Et leurs suivistes d'"extrême gauche" ont compris le message. La LCR a proposé qu'"une manifestation de protestation soit organisée"... un de ces jours. Il revient à la Ligue trotskyste d'organiser la seule manifestation à ce jour contre cette attaque provocatrice. "RPR, flics, hors de La Chapelle-Darblay!", "Grève de toute la région autour de l'automobile!", "Pour de véritables piquets de grève à partir des usines de la région!" -- tels sont les mots d'ordre de cette manifestation combative, d'une vingtaine de personnes, qui fut très remarquée au centre-ville de Rouen.



LE BOLCHEVIK

Abonnez-vous!

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40 F (avion: 60 F) Etranger: mand. poste intern.

NOM _____ tel _____

ADRESSE _____

Le Bolchévik B.P. 135-10 75463 Paris cédex 10

S'accrocher à Mitterrand: un suicide

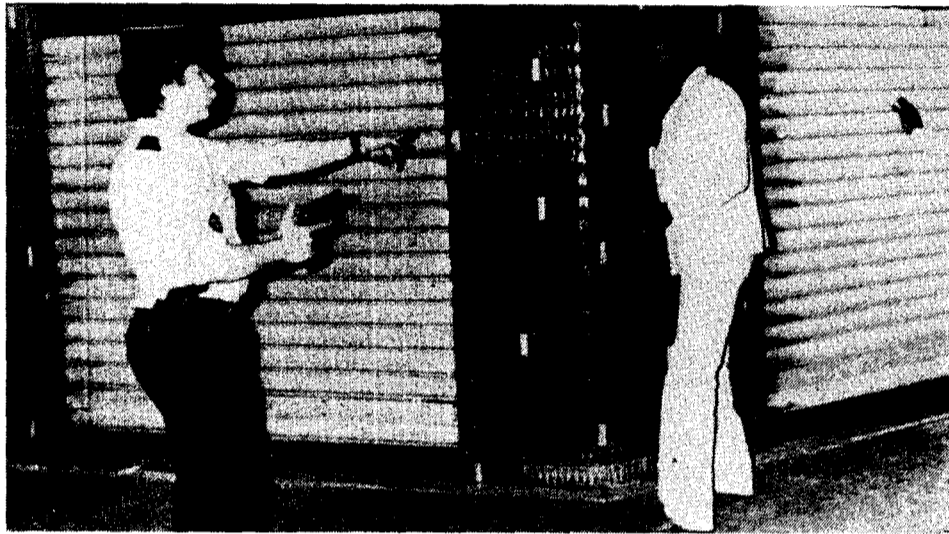
La campagne anti-immigrés arme le bras de la réaction

Aujourd'hui, la classe ouvrière se retrouve prise entre l'enclume de la réaction raciste et le marteau de l'austérité et de la politique anti-immigrés du gouvernement. La percée électorale des fascistes s'ajoute à la menace d'un retour au pouvoir des réactionnaires comme Chirac, Barre et consorts. Les gangs terroristes de la peste brune comptent ratonner et lyncher en toute impunité en tant que supplétifs d'un pouvoir fort bonapartiste mis en place pour briser le prolétariat organisé.

Il n'y a aucune chance d'échapper à ce futur en s'accrochant au front populaire de Mitterrand. Ce gouvernement de collaboration de classe trace la voie à la réaction avec son austérité anti-ouvrière. Comme pour démontrer la sinistre absurdité qui consiste à faire des travailleurs immigrés la cause du chômage massif, l'expulsion de 100 000 sans-papiers est accompagnée de... 100 000 licenciements. Et l'Etat patron social-démocrate lui-même se fait le fer de lance de cette croisade anti-ouvrière: dans la sidérurgie, décimée par les licenciements, à la SNCF, dans les PTT. Renforcement de la force de frappe antisoviétique, entretien d'un climat hystérique de guerre froide, envoi des paras dans des aventures colonialistes au Tchad et au Liban, répression meurtrière, chaque jour, de la jeunesse immigrée, rafles dans les quartiers immigrés qui rappellent la déportation des Juifs sous Vichy, barbouzerie tous azimuts, ou un régime de "droit" n'aura qu'à imiter, continuer et amplifier la politique de ce gouvernement de "gauche".

Les travailleurs ont mille fois raison de s'exclamer amèrement: "Le changement n'a rien changé!" Alors, où est la différence entre "droite" et "gauche"? En ceci: le front populaire s'appuie sur les appareils réformistes des organisations ouvrières pour diviser, démobiliser et démoraiser les travailleurs. Ainsi, enchaînés à leur ennemi de classe par leur propre direction, les prolétaires seront saignés à blanc pour revigorer le capitalisme français moribond. La réaction, elle, cherchera à discipliner ou même détruire les organisations de masse de la classe ouvrière.

Car les méthodes des réformistes commencent à montrer des signes d'usure. La bourgeoisie en a pris note. *Le Monde* trouve que le climat social à la rentrée est d'une "dangereuse torpeur". Pourquoi? Parce que "dans un pays où plus de trois salariés sur quatre ne sont pas syndiqués, la relative résignation des états-majors syndicaux à la politique de rigueur gouvernementale peut aboutir à une exacerbation de la méfiance à l'égard des organisations syndicales. Une telle situation aggraverait davantage la crise que traverse depuis plusieurs années le syndicalisme. Nombre de dirigeants syndicaux méditent — et ils ont raison de le faire — sur ce qui s'est passé en Belgique où dans le secteur public les syndicats ont été débordés. L'effervescence actuelle, plus ou moins spontanée, plus ou moins contrôlée, dans les centres de tri postal est de ce point de vue, et à plusieurs égards, un premier signal d'alerte.



P. Boudin Agence Rush

Alors que la plupart des conflits existants portent sur l'emploi — avec quelques grèves tests comme La Chapelle-Darblay et les A.R.C.T. à Roanne — les perspectives de suppression de dizaines de milliers d'emplois dans plusieurs grandes branches industrielles risquent d'alourdir le climat social provoquant ponctuellement des mouvements durs — et désespérés — dont le règlement politique et économique sera plus que délicat" (*le Monde*, 4 octobre). Le message est clair: pour mater l'explosion sociale à venir, il ne suffit plus, comme le front populaire l'a fait, de confier aux bureaucrates syndicaux, la tâche de briser les grèves de l'intérieur, à coups de

promesses bidons (comme le soi-disant arrêt des licenciements à PSA). Non, il faut infliger une cuisante défaite à la classe ouvrière, l'écraser.

LE SPECTRE DU BONAPARTISME

A chaque fois que le front populaire s'est suffisamment compromis, la bourgeoisie l'a chassé du pouvoir et a pris en main l'offensive anti-ouvrière sur tous les fronts. Aujourd'hui, nos "socialistes" et "communistes" — les partis qui s'appuient sur les ouvriers mais qui sont au service de la bourgeoisie — se dégonflent au rythme de l'effondrement du capitalisme français lui-même.

Tout le monde prépare "l'après-Mitterrand", de plus en plus vu comme un fait accompli. Des oscillations temporaires d'un côté ou de l'autre restent, bien entendu, possibles. Ainsi, une offensive prématurée de la réaction pourrait provoquer temporairement un écart à gauche, un dernier resserrement des rangs autour de Mitterrand. Mais cela ne modifierait pas la direction générale et hâterait plutôt le dénouement.

Il existe une solution de rechange pour la bourgeoisie. Elle s'appelle le bonapartisme et son essence consiste en ceci: se basant sur l'incapacité d'un des deux camps, bourgeois ou prolétarien, à remporter rapidement une victoire décisive, il "sauve" la nation à l'aide d'une dictature bureaucratique-militaire. Le bonapartisme est l'indépendance du pouvoir vis-à-vis des partis et des programmes, la liquidation de la législation parlementaire au moyen des pouvoirs d'exception et l'ascension du gouvernement en tant qu'arbitre "au-dessus" des forces en lutte.

Ce "pouvoir fort", en 1958, s'appela de Gaulle, qui a permis la stabilisation du capitalisme français et la régimentation de la classe ouvrière pendant dix années avant d'être ébranlé en Mai 68 et d'être lentement vidé de son contenu dans les luttes de classe qui l'ont suivi. Il s'agit maintenant de rendre ce contenu bonapartiste au carcan de la Cinquième République, que le "démocrate" Mitterrand a laissé intact.

Suite page 10

Des ouvriers de Renault pour une grève générale de l'auto

17 octobre — Quelque soixante syndiqués CGT de l'usine Renault-Cléon (région rouennaise) ont signé une pétition exigeant que la commission exécutive de leur syndicat convoque "une assemblée générale des syndiqués de Renault-Cléon pour discuter de la nécessité d'une grève générale de l'automobile". 10 à 15 000 suppressions d'emplois à Peugeot et Talbot, immédiatement soutenues — via Delors — par le gouvernement dit "de gauche".

Des menaces ouvertes de licenciements sur Citroën. Renault, géré par les ministres "socialistes" et "communistes", est aussi sur la sellette: chômage technique à Flins et Sandouville; mise à la porte de 400 travailleurs sous contrat à Cléon; etc. Ainsi que l'affirme la pétition, "Une grève générale de l'automobile est plus que nécessaire". Et ce ne sont pas les récentes "mesures" annoncées qui vont changer quoi que ce soit. Certains licenciements transformés en retraite anticipée,

les autres "repoussés"... mais chacun sait que ce n'est que reculer pour mieux sauter. La "rentabilisation" est toujours à l'ordre du jour et il faudra bien "dégraissier". Pas un seul licenciement!

A BAS LA SEGREGATION !

Comme l'explique la pétition, "ce sont nos camarades ouvriers maghrébins et africains, qui ont mené la lutte l'hiver et le printemps derniers, qui sont les premiers visés par les licenciements à PSA. La bourgeoisie et son gouvernement expulsent et licencient ceux-là mêmes qui furent depuis deux ans l'avant-garde de la lutte ouvrière en France en luttant contre l'austérité du gouvernement anti-ouvrier de Mitterrand. Avec cette immonde campagne de haine raciale qui empoisonne le pays, il ne se passait pas une semaine cet été sans qu'un jeune immigré ne soit tiré comme un lapin par un tueur raciste — en uniforme ou non.

Et les fascistes recrutent sur la haine raciale comme on le voit à Dreux. Mais c'est tout

Suite page 11

